

l'Occident

Maurice BARDECHE :

La Mazurka de Varsovie

●

Robert VICTOR :

Un triomphe de l'antifascisme : notre politique à Saigon (II)

●

Micheline PEYREBONNE :

André Savignon, écrivain maudit et patriote français

●

Pierre GRIPARI :

Le Touriste de pierre

●

Maurice BARDECHE :

Balzac et Proust

Numéros anciens de Défense de l'Occident :

Première série (1948-1960) : chaque N° 21 Frs

Deuxième série (1960-1975) : chaque N° 21 Frs

Tarif spécial pour quelques numéros devenus très rares.

Complétez dès maintenant vos collections

Liste des numéros spéciaux de **Défense de l'Occident** actuellement en vente (chaque numéro fascicule : 21 Frs t. t. c.) :

L'Heure des paysans (1963).

La Jeunesse (1964).

Drames et problèmes de l'Afrique (1965), **prix spécial.**

Où mène le gaullisme (1967), **prix spécial.**

Crimes de guerre des alliés (1965).

L'Agression israélienne et les conséquences (1967).

Les Nouveaux communistes (1968).

Le Rideau de fer bouge (1968).

La Comédie de la révolution (1968).

Les Fascismes inconnus (1969).

Le Fascisme dans le monde (1970).

La croisade antibolchévique, fascicules I, II et III (1974).

La Droite vue d'en face (1975).

Vingt-cinq ans contre l'imposture (1978).

Le Souvenir de Robert Brasillach (1975).

Défense de l'Occident

Revue Mensuelle — Nouvelle Série — 28^e Année

JUIN 1980 — N^o 175

SOMMAIRE

- Maurice BARDECHE : *La Mazurka de Varsovie* 3
- Robert VICTOR : *Un triomphe de l'antifascisme :
notre politique à Saïgon (II)* 8
- Michel PELTIER :
Un vieux rêve italien : le Risorgimento 23
- Micheline PEYREBONNE : *André Savignon,
écrivain maudit et patriote français* 34
- Eric VATRÉ :
Le goût de la mort chez Montherlant 43
- Pierre GRIPARI : *Le Touriste de pierre* 49
- Maurice BARDECHE : *Balzac et Proust* 57



— CHRONIQUE DES LIVRES :

Vérité historique ou vérité politique ? par Serge
THION (*La Vieille Taupe*, éd.) : *Le dossier de
l'affaire Faurisson, la question des chambres à gaz* 69

— DOCUMENT : *Non au 8 Mai 1945* 78

Nouvelle adresse : B.P. 97, 75962 Paris-Cedex 20 - C.C.P. 65 35 65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement
à votre REVUE DEFENSE DE L'OCCIDENT
à partir du N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix du numéro	11 F.
Abonnements — 1 an (10 numéros)	90 F.
Etranger — 1 an (10 numéros)	95 F.
<i>Abonnement spécial étudiants, lycéens, travailleurs sans emploi</i>	45 F.
Abonnement de soutien	100 F.

Paiement par mandat, chèque bancaire ou virement postal
adressé à « *Défense de l'Occident* »
B. P. 97, 75962 PARIS CEDEX 20

LA MAZURKA DE VARSOVIE

Le prestige, toujours le prestige. Les arrières-pensées, toujours les arrières-pensées. Héritage de la stupidité gauloise qui n'a entraîné pour la France que des déboires, des capitulations, des hontes.

L'entrevue de Varsovie, bien sûr, n'est qu'un incident. Mais comme il est caractéristique ! Faire l'important. Avec rien : pour rien. Tout un programme de suffisance sans réalité : nous nous haussons du col depuis trente-cinq ans et on nous donne en échange de l'eau claire et de la verroterie.

D'abord, cette entrevue était inutile. Que peut offrir la France ? Rien, sinon la trahison. Que peut recevoir la France ? Rien, même pas le prix de la trahison.

Que veut l'URSS ? Une chose très simple : détruire à son profit l'équilibre de la terreur, c'est-à-dire terrifier sans qu'on puisse la terrifier, avoir une mitrailleuse braquée sur l'Europe sans que l'Europe ait aucune mitrailleuse braquée sur l'URSS. Donc, s'opposer à ce que les pays européens permettent aux USA d'installer sur leur sol des fusées Pershing 2, seule réplique occidentale aux SS 20 soviétiques qui peuvent détruire n'importe quelle cible en Europe avec une précision de 200 mètres.

Que peut répondre le responsable de la politique française si Brejnev lui demande de refuser l'installation des fusées américaines en territoire français ? S'il répond « non », l'entrevue était inutile. S'il répond « oui », il donne un argument capital à Brejnev pour obtenir le refus allemand, essentiel, puisque les Etats-Unis veulent installer en

Allemagne 72 des 108 fusées Pershing 2 destinées à l'Europe. Pourquoi poser ou laisser poser des questions sans issue ? Que peut offrir Brejnev en échange sinon l'immunité du territoire français, ce qui est beaucoup, ce qui est capital, mais accompagnée nécessairement d'une « finlandisation », qui sera très vite transformée en « satellisation » ?

Si une telle entrevue ne devait avoir pour objet que de manifester la fidélité de la France à l'alliance atlantique, il est évident que ses alliés en auraient dû être informés. Ce qui les aurait amenés peut-être à souligner que cette entrevue n'était guère opportune et qu'il existait des moyens plus simples de manifester cette fidélité.

Mais il est clair que le président de la République ne souhaitait pas faire une telle démonstration, mais au contraire souligner que la France avait une diplomatie indépendante reposant sur des liens particuliers avec l'URSS. C'est un autre héritage du gaullisme : De Gaulle était l'homme de Moscou, la confiance de Staline, si précieuse en politique intérieure, étant la contrepartie de la défiance qu'il inspirait à Roosevelt et à Churchill. L'alliance russe et, au degré au dessous, les « liens particuliers » avec l'URSS, c'est l'âme même de la politique gaulliste.

La vanité et la légèreté françaises n'auront servi en cette occasion qu'à procurer un succès moral à la politique soviétique par un *a-parte* que les circonstances auraient dû déconseiller. L'espoir d'apparaître un jour dans le rôle d'honnête courtier entre l'URSS et les USA est passablement chimérique. Car les questions à débattre dans cette grave rivalité, au point où elle en est parvenue, ne sont pas susceptibles d'arbitrage. C'est l'équilibre des forces et la gravité de l'enjeu qui imposeront une solution : la colombe de l'arche avec son rameau d'olivier risque d'être un volatile touchant et superflu.

Ce gracieux pas de danse, renouvelé de cette mazurka qu'on dansait avec tant d'entrain en 1913, n'aura pourtant pas été, à certain point de vue, une vaine exhibition. La brillante figure diplomatique inventée par De Gaulle, si elle n'a été qu'une parade de cirque pour ceux qui comptent avec

réalisme les avantages ou les déceptions des nations, fut, en revanche, une fructueuse « combinaison » électorale. Le prix de la trahison, il était impensable qu'on pût espérer le toucher en avantages géopolitiques, il n'était même pas raisonnable d'en attendre un profit moral. Mais dans cette monnaie de singe qu'est le bulletin de vote, la liberté des changes existe depuis longtemps. Giscard, en allant s'incliner devant le Souverain Pontife de la religion communiste, renouvelait ces vœux du baptême prononcés une première fois lorsqu'il alla fleurir le tombeau de Lénine. Il y gagne le « préjugé favorable » de l'ambassade soviétique au moment de l'élection présidentielle : « ce fromage vaut bien un voyage sans doute », disait La Fontaine avec d'autres mots.

*
**

Cette petite promenade sentimentale est d'autant plus regrettable qu'elle illustre *mal* une conception *juste*. Le gouvernement français n'est pas sous tutelle américaine, il a tout à fait le droit de faire savoir qu'un coup de sifflet venu de Washington n'arrête pas soudainement les joueurs sur le terrain. Mais il y a un moment pour toute chose. Un moment et aussi un terrain.

Quand l'union des pays européens est nécessaire pour manifester leur volonté commune de résister à l'impérialisme soviétique, quand la loyauté dans l'alliance atlantique est une arme, et une arme pour l'Europe encore plus que pour les Etat-Unis, il est inopportun que les membres de cette alliance se présentent en ordre dispersé et que l'un d'entre eux choisisse ce moment pour faire un *solo* aussi incongru qu'inutile. La défense de l'Europe contre une tentative ou simplement contre une intimidation de la Russie soviétique est une entreprise que nous ne sommes pas en mesure d'assumer seuls : notre infériorité en ce domaine fait de l'alliance atlantique une alliance *nécessaire* et nous ne devons pas affaiblir cette protection, nous ne devons retirer

aucune pièce à cette armure qui n'est efficace que si elle est complète. En revanche, lorsqu'il s'agit de l'orientation idéologique de la politique américaine et des initiatives que peut prendre le gouvernement américain pour le triomphe d'une certaine idéologie, nous devons garder la liberté de ne pas nous associer sur des théâtres extérieurs à un magistère moral dont les bienfaits et le désintéressement ne nous paraissent pas évidents.

Nous n'avons pas à participer à une nouvelle « croisade de la démocratie » qui n'est pas essentielle aux intérêts de notre pays. Les résultats de celle qui a été prêchée il y a quarante ans devraient nous avoir vaccinés définitivement contre la tentation de recommencer. Nous n'avons pas non plus à nous indigner des mesures qui sont prises en URSS contre les juifs : l'URSS a parfaitement le droit de défendre son unité nationale par des jurisprudences qui lui sont propres, que nous pouvons trouver regrettables, excessives, ou même blâmables, mais qui ne peuvent être pour nous un motif d'inimitié, et encore moins un *casus belli*.

L'approvisionnement en pétrole des nations occidentales est assurément un problème grave : mais nous avons le droit d'envisager divers moyens pour l'assurer, nous avons le droit d'avoir nos propres « clients » au Moyen-Orient, de nous ménager des amitiés, de ne pas nous engager aveuglément dans une politique de sanctions et de répression. Les obligations de l'alliance ne vont pas jusqu'à restreindre notre droit d'avoir notre propre diplomatie, elles ne font pas de nos pays des suiveurs inconditionnels du Département d'Etat. Ce n'est pas trahir que d'explorer les voies qui nous permettent de garder notre sang-froid et de trouver une solution pacifique sans rien relâcher de la fermeté indispensable.

Comme il est de l'intérêt de tous, et en particulier de l'intérêt des nations européennes de rechercher une telle solution, il est normal que des entrevues aient lieu entre les chefs d'Etat. Il n'y aurait donc rien eu à objecter à une rencontre entre Giscard et Brejnev, comme il n'y a rien à objecter à une rencontre entre le chancelier Schmidt et Brejnev.

Mais la procédure suivie dans les deux cas a été différente. La précipitation, le secret et l'aspect spectaculaire de l'entrevue de Varsovie, le lieu même de la réunion, ont prêté un caractère provocant à l'initiative de Giscard. On a gâché par ces maladresses une démarche en elle-même légitime. On a rendu suspecte par la présentation la volonté d'affirmer une certaine souplesse diplomatique dont personne ne nous demande assurément de soumettre tous les mouvements à l'approbation du gouvernement américain.

Il ne faut pas confondre le parti de la fermeté et le parti de la guerre. Le parti de la fermeté a pour objectif de *contenir* l'impérialisme soviétique sur tous les fronts où il tente un débordement et tout particulièrement de renforcer la ligne de défense européenne. Le parti de la guerre a les yeux fixés sur le Moyen-Orient et souhaite une intervention militaire des Etats-Unis dans cette région pour assurer la survie de l'Etat factice d'Israël. Or, nous ne devons pas céder sur la fermeté, mais nous devons nous opposer à la guerre. C'est la règle qui devrait dicter notre conduite. Ce qui est important, c'est l'installation des fusées Pershing II sur le sol européen, parce que c'est le seul moyen d'échapper au chantage à la destruction. Ce qui est moins important c'est de remporter sur l'URSS une victoire de prestige en la forçant à une reculade symbolique. Et ce qui n'est pas important du tout, c'est de savoir si l'Etat d'Israël, qui n'est pas viable, pourra survivre et pendant combien de temps.

Il peut paraître difficile de garder ce cap en toute circonstance. Ce n'est pas aussi difficile qu'on le croit. Car la fermeté est la meilleure protection contre la guerre. Là où la fermeté faiblit, le danger de guerre commence.

Maurice BARDECHE.

Robert VICTOR

Un triomphe de l'antifascisme : notre politique à Saïgon

II

La guerre était terminée. Le gouvernement d'« union nationale », fruit des cogitations de l'Elysée, était mort-né. Non, soyons précis. Il avait duré très exactement deux jours et demi. Du lundi au mercredi à midi

Onze mille Français étaient prisonniers.

Ce triomphe dépassant toutes ses espérances, on comprend que notre Mérillon se soit octroyé sans délai des vacances. Pour se remettre de ses émotions. Après tout ce mouron.

Un de ses amis journalistes — tous nos journalistes, même les communistes, sont de nos ambassadeurs et de nos consuls généraux les grands amis, information et gastronomie obligeant — nous l'a aimablement décrit, en ces jours où des centaines de Français en détresse se pressaient à son consulat, paré d'un short bleu ciel croquignolet, assis sur le bord de sa piscine, les doigts de pieds en éventail, racontant ses batailles :

« J'avais des tas de problèmes, vous savez. Par exemple : les soldats vietnamiens en se dispersant avaient balancé par-dessus le mur de l'ambassade de France des bandes de mitrailleuse et des caisses (!) de grenades.

— Qu'est-ce que j'en fais ? ai-je demandé à mes interlocuteurs.

— Ce que vous voulez. Nous sommes débordés. Pas le temps de venir les récupérer.

Mérillon, courtois :

— Voulez-vous que je vous les fasse porter ?

— Pas question.

— Dans ce cas, je me permettrai de les faire déposer sur le trottoir (1) ».

Pas mal, non ? Mais il y a mieux.

Quelques jours après la « Libération », comme disaient alors les envoyés spéciaux de notre Télévision, une escouade de bô dôï se présentait à la porte de l'ambassade. Pour demander quoi ? Tout simplement de visiter celle-ci afin de s'assurer que personne ne s'y était réfugié.

Que croyez-vous que Mérillon fit ? Fort de son droit, son devoir, qu'il s'opposa à cette prétention ? Vous n'y pensez pas ! Et la grandeur ? Perdons tout, mais d'abord l'honneur ! Il leur fit visiter les lieux. Et non seulement les bureaux. Ses appartements aussi. Et jusqu'à sa chambre à coucher (2).

« Vous comprenez, ajoutait gravement le haut fonctionnaire du consulat qui me racontait l'affaire, l'ambassadeur aurait pu refuser. L'ambassade est territoire français, et les bô dôï le savaient. Mais il valait mieux éviter l'incident. »

Encore plus beau. Car avec nos représentants il y a ça de bien qu'on est jamais déçu. Contrairement à ce qu'affirmait Shakespeare, avec eux, le pire est toujours sûr.

A quelque temps de là, les Viet-cong prenaient la décision de recenser tous les étrangers.

Se trouvait alors à Saïgon le général Vanuxem, dont le Président Thieu avait été l'officier d'ordonnance au temps de la première guerre d'Indochine, et qui, invité par ce dernier, était venu lui apporter le réconfort de son amitié, et s'était fait lui aussi coincer.

(1) Paul Dreyfus, *Et Saïgon tomba*, Arthaud.

(2) Les bô dôï s'étant présentés dans le même but à l'ambassade de Belgique, s'en virent refuser l'entrée et... rentrèrent chez eux.

Etant allé s'inscrire, comme tout le monde (dont Monsieur Mérillon, ambassadeur de France), et s'étant non seulement vu refuser le récépissé de déclaration, mais aussi fait accuser d'avoir « les mains pleines de sang », et pensant être en danger, il alla solliciter la protection de l'ambassade de France. Qui lui fut évidemment accordée ? Vous rêvez ! Où Mérillon lui expliqua benoîtement que, malgré ses treize gendarmes et l'exterritorialité, il serait, si on le réclamait — tenez-vous bien ! — « obligé de le livrer ».

Sur le conseil de notre courageux ambassadeur, ayant essayé de se faire inscrire ailleurs, au Service d'Immigration, et s'étant là fait traiter de « criminel de guerre », il revint rue Hai Ba Trung, où notre Mérillon, terrorisé par son récit, le pria cette fois, « de ne pas demander asile à l'ambassade ».

Là-dessus, l'ex-professeur de philosophie, à qui le jugement faisait un peu défaut, s'en alla se réfugier à la cité Larégnère, chez ses cadets, les coopérants français, presque tous rouges à cent pour cent. Où les Viet-cong, évidemment bien renseignés, vinrent le pêcher pour l'expulser, moindre mal, au grand soulagement de notre représentant.

Tout commentaire serait superflu. Mais, à l'intention des électeurs de Monsieur Giscard d'Estaing, on doit mettre en parallèle l'attitude des Américains lors de la révolte de Budapest (qui était autre chose que l'occupation pacifique de Saïgon par des bô dôï déambulant l'arme à la bretelle). Plus près de nous, cette année, celle de l'ambassadeur du Canada en Iran, fournissant des faux passeports, revêtus de faux visas de sortie iraniens, aux six diplomates américains (et donc à six étrangers) qui étaient hébergés par lui depuis trois mois (3).

Un ambassadeur de France refusant l'asile à un général français pour ne pas mettre en danger les affaires du

(3) *Newsweek*, 11 février 1980. A leur arrivée, les six diplomates furent reçus par Carter à la Maison Blanche, alors que jamais un seul Français du Viet-Nam n'a été invité à l'Élysée par le démagogue qui déjeune avec les éboueurs immigrés. Il est vrai que Carter n'a pas, lui, livré ses compatriotes à l'ennemi.

Président de la République avec les communistes, c'est-à-dire avec l'ennemi, c'est toute la France d'aujourd'hui.

Des millions de giscardiens nous expliqueraient certainement que leur grand homme n'a pas voulu cela. Et qu'il l'a désapprouvé. Ils auraient raison. C'est sûr. Car c'est prouvé. Puisque, pour punir son cousin d'avoir si mal agi, notre souverain l'exila en Grèce, triste contrée, où Madame l'Ambassadrice allait se faire tirer en photo l'année suivante présentant des collections de bijoux, photos que les Services commerciaux de l'ambassade de France à Saïgon, par une délicate attention, proposeraient à l'admiration des commerçants français, livrés par son mari aux Viet-cong. Et qu'ensuite il le fit nommer Directeur des Affaires politiques au Quai d'Orsay, pénible disgrâce, comme chacun sait.

L'épopée mérillonesque touchait à sa fin. Non du fait de notre Président, de notre chef de gouvernement, ou de notre ministre des Affaires étrangères. Du fait des communistes. Qui, convenons-en, font souvent œuvre de justice. Comme lorsqu'ils expédient dans des camps, pour leur inculquer le sens de l'ordre, les trublions gauchistes, leurs anciens complices.

Voyez Mérillon. Pour le remercier de sa coopération, les Viet-cong refusèrent tout contact avec lui. Puis, ayant demandé son rappel, pratiquement l'expulsèrent. Et, à l'aéroport de Tan Son Nhut, où aucun représentant du « Gouvernement Révolutionnaire Provisoire », auquel il avait si bien facilité l'accession au pouvoir, n'était venu le saluer, firent, pour lui rendre hommage, fouiller ses bagages.

Ainsi se termina le règne saïgonnais de Monsieur Jean-Marie Mérillon, Ambassadeur de France, collaborateur des Viet-cong, et fidèle exécutant de la politique de trahison de son cousin, Monsieur Giscard d'Estaing.



Cent cinquante mille Vietnamiens avaient fui à l'étranger avant l'arrivée des « Libérateurs ».

C'était la première vague de réfugiés ? La vague vietnamienne, devant le raz-de-marée chinois qui allait suivre trois ans plus tard ?

Vous insultez ! Que non ! Ne peuvent être classés comme « réfugiés » que les fugitifs dûment reconnus et homologués comme tels par les docteurs de notre presse dure et pure. Les compatriotes des démocrates de Pékin. Les Khmers Rouges, leurs alliés. Ou encore les contestataires et les révolutionnaires vietnamiens, les artisans du chambardement qui ont si intelligemment travaillé à la victoire des moscoutaires.

Ces cent cinquante mille Vietnamiens-là, c'était tout autre chose. Des fripouilles. La lie de la terre. Relisez nos journaux de l'époque ! La preuve : ils s'étaient sauvés avec les Américains.

Mais, figurez-vous, des dizaines de milliers de plus de ces gens de sac et de corde auraient pu partir. Étaient prêts à partir. Mais finalement étaient restés. La raison : le des-taing.

Après tout ce qu'ils avaient vu et tout ce qu'ils avaient entendu, toutes ces rodomontales et toutes ces débandades, tous ces engagements et tous ces abandons, tous ces serments et toutes ces trahisons, le Viet-Nam, le Cambodge, le Laos, le Maroc, la Tunisie, l'Algérie et autres lieux, des Vietnamiens, incroyable mais vrai, croyaient encore à la France. Des vétérans de notre administration, beaucoup porteurs de la Légion d'Honneur, des commerçants, des étudiants, gens fins, cultivés, qui vivaient selon nos coutumes, parlaient notre langue, aimaient notre pays, des anciens du corps expéditionnaire aussi, fiers de leurs citations et de leurs décorations, une de ces tristes séquelles du colonialisme, on le voit, que Monsieur Giscard d'Estaing, ce grand Français, veut définitivement liquider (4).

Si tous les étrangers étaient partis, ces Vietnamiens auraient suivi. Mais les Français restaient. Les Français, ces

(4) « L'image de la France ne doit pas être ternie, nulle part, par les séquelles d'une époque coloniale qui s'éloigne dans le passé » (Giscard d'Estaing, *Le Monde*, 19 juillet 1979).

gens de leur culture, presque de leur race, auxquels tant de liens les attachaient.

Ils restèrent donc.

J'entends d'ici le concert des protestations. Le hourvari des inconditionnels du milliardaire. Assez ! La passion vous égare ! Vous affabulez !

Bien sûr ! C'est pourquoi il faut lire des gens plus sérieux. Wilfred Burchett, par exemple, le communiste australien : « Les deux tiers des étudiants de l'Ecole dentaire sont partis. Les études étaient les mêmes qu'aux Etats-Unis, et ils étaient sûrs de trouver de bons emplois là-bas. A la faculté de médecine, c'était différent, parce que le personnel d'enseignement était principalement français. Les Français sont restés lorsque les Américains se sont enfuis. Leurs étudiants aussi » (5).

Et ensuite ? Ensuite, ces Vietnamiens se sont aperçu que le prodigieux d'Estaing, roi du baratin, qui, comme les sardines du même nom, prétend toujours à mieux, s'était fait rouler dans la farine comme un thon. Que les Français du Viet-Nam étaient séquestrés, spoliés, exclus. Que la France perdait tout, et jusqu'à l'immunité diplomatique, puisque les portes de son ambassade étaient surveillées et gardées. Qu'ils étaient prisonniers des Rouges. Et qu'ils n'avaient plus qu'à se sauver.

Pendant trois ans, ils sont donc partis. Dans les pires conditions. Ce n'était pas les départs des Chinois avec la bénédiction des autorités, privilégiés sur lesquels gémissent nos journaux. Escroqueries, dénonciations, arrestations, naufrages, rien ne leur a manqué.

Un jour, je réussis à filer d'un hôtel cerné par une cinquantaine de bô dôï, armés jusqu'aux dents. Le lendemain, j'appris ce qui s'était passé.

L'ami dévoué d'une riche famille de Nha Trang, qui avait obligeamment organisé sa fuite à l'étranger, était venu la loger là, dans l'attente de l'embarquement. C'était un

(5) Wilfred Burchett, *Vietnam un + un = un*, François Maspero.

traquenard. Toute la famille, le père, la mère, les quatre enfants, étaient sous les verrous. Avec toute leur fortune, leur or, leurs dollars et leurs bijoux.

Un jeune médecin, camarade d'un professeur français, qui avait tenté déjà deux fois l'aventure sans succès, était parti à nouveau avec sa femme et ses deux enfants. La jonque étant tombée en panne, ils avaient dérivé pendant trois semaines. Un matin, ils se retrouvèrent devant la côte de Malaisie. Mais les enfants étaient au seuil de la mort. Complètement déshydratés. Ils se résolurent à se laisser recueillir par un cargo.

Le cargo était soviétique. Il les ramena à Saïgon.

Après s'être fait escroquer trois fois, un soir embarquait Tuong, un ami de vingt ans, lui aussi diplômé de nos écoles, beau-frère de l'ex-attaché militaire sud-vietnamien à Washington et du général Ton tat Dinh, membre du triumvirat qui avait dirigé le Viet-Nam après la chute de Diem.

Quelques jours plus tard, la mer rejetait son corps, avec ceux d'une cinquantaine de femmes et d'enfants, que les Viet-Cong ensevelirent dans des fosses communes. Une des rares survivantes, qui s'était accrochée à une planche, avait dû abandonner sa petite fille, morte dans ses bras.

Pendant trois ans, ils furent ainsi des milliers. Des jeunes, des moins jeunes, et des vieux. Qui, un beau jour, s'en sont allés, et ne sont jamais arrivés. Personne n'en a jamais parlé. C'était l'époque où Pham van Dong, le chef des forcenés, était reçu en grande pompe à l'Elysée. Embrassé par Monsieur Barre. Félicité par le général Bigeard au nom des dizaines de milliers de Vietnamiens qui ont combattu et sont tombés à nos côtés.

Ces Vietnamiens qui pendant ces trois ans sont partis n'avaient pas tous suivi la France. Mais beaucoup, je le sais. Quatre ans chez les Viet-cong, ça vous laisse le temps de causer.

Si l'ingénieuse politique indochinoise de l'Elysée a mené à la mort ces hommes, ces femmes et ces enfants, on ne peut dire toutefois que Monsieur Giscard d'Estaing, notre

vénéré Président, a du sang sur les mains. Les noyés, on le sait, ça ne saigne pas (6)



« Big Minh » expédié au tapis, Mérillon, son manager gaulois, disqualifié, la France était politiquement éliminée (7).

Les premiers à s'en apercevoir furent les 126 journalistes présents à Saïgon (sur les 350 d'avant la capitulation), et surtout les 49 Français. Plus d'avions. Et plus de communications avec l'étranger (sauf par télégrammes censurés). Leurs photos, leurs films et leurs articles sur les bras, leurs têtes s'allongeaient chaque jour. Malgré leurs réunions au « Continental », leurs démarches et leurs protestations, ils restaient là, bloqués. Les Viet-cong ne leur permettraient de quitter le Viet-Nam que trois semaines plus tard. Le temps d'amener à Saïgon les représentants de la presse des pays dits « socialistes », afin qu'avant eux ils informent le monde, non seulement de la « Libération », chère aux envoyés spéciaux français, mais du « Soulèvement de Saïgon » (pas un coup de fusil), sous une « mer de drapeaux » (pas le moindre fanion), au milieu des « clameurs de centaines et de centaines de milliers de Vietnamiens » (pas un chat dans

(6) En décembre 1979, Monsieur Giscard d'Estaing a reçu d'un comité helvético-norvégien la médaille Nansen des réfugiés pour « son action en faveur des immigrés d'Indochine ». On ne savait pas les Suisses dotés d'une telle dose d'humour (noir). Mais peut-être a-t-on voulu ainsi le remercier d'avoir simplifié le problème...

(7) La dépendance de « Big Minh » à l'égard du pouvoir giscardien était telle qu'à l'envoyé de l'AFP, dernier Français qui le vit avant l'arrivée des Viet-cong, il lança en guise d'adieu : « Vous direz à l'Ambassadeur de France que vous m'avez vu ici » (Jean-Louis Arnaud, *ouvr. cit.*). Quant à son intelligence politique (ou à sa trahison, on ne sait pas encore), elle est tout entière dans cette réflexion : « **Tout** vaut mieux que la guerre et le régime pourri que nous subissons depuis des années au Sud Viet-nam. Qu'est-ce que le paysan a à perdre ? Qu'est-ce que le pauvre a à perdre ? **Ils ne seront pas plus malheureux** » (Paul Dreyfus, *ouvr. cit.*). Dédié aux paysans qui, depuis, ont tout perdu, même la liberté, et aux pauvres qui crèvent de faim.

les rues), légende dont le merveilleux éclipse presque celui de la glorieuse Libération de Paris par nos vaillants Fifis, ignoblement qualifiée d' « exhibition foraine à caractère militaire » par ces jaloux d'Américains, ignares dans l'art de la guerre.

Il était réjouissant de voir la mine déconfite de ces empoisonneurs qui, maintenant aux prises avec leurs chers « résistants », commençaient de découvrir les attraits du régime dont ils nous avaient fait la louange pendant vingt ans. Cryptos, sympathisants, ou neutres, ils n'étaient plus pour les Viet-cong que des valets du capitalisme, et ils le leur faisaient sentir. La guerre étant terminée, l'ère du sourire l'était aussi. Très bien (8).

Les Français du Viet-Nam, eux, n'en croyaient pas leurs yeux. Les Viets dans la rue Catinat ! Pour les anciens de la colonie, c'était dur à avaler. Les autres, les « nouveaux Français », arrivés après la dernière guerre avec les Leclerc, Sainteny, Thierry d'Argenlieu et autres féaux, prenaient çà plutôt à la rigolade. Gaullistes bon teint, et en plus giscardiens, ce qui ne gâtait rien, ils n'étaient pas fâchés que les Américains aient « pris la râclée ». Les ennemis de nos ennemis sont nos amis ! Dien Bien Phu était vengé.

D'ailleurs, il suffisait de regarder autour de soi pour être ragailardi. Cette décoration sur les portes. Aux fenêtres, toute cette floraison. « Sur le Palais de l'Indépendance, flotte le drapeau rouge », chantait en vers le poète Lê Duc Tho, prix Nobel de la paix et Commissaire à la guerre pour le Sud (9). Mais dans tout Saïgon flottaient nos trois couleurs. Bleu, blanc, rouge, on ne voyait que çà. Deuxième Libération ! Après les Boches, les Amerlos ! Et encore une

(8) L'un d'eux à écrit : « On nous avait mis en retenue. Pire : On regardait à travers nous comme si nous n'existions pas », concluant comiquement : « Je constate que le gouvernement de Saïgon a besoin d'un ministre de l'Information intelligent », ce qui prouve que ces jobards n'avaient rien compris. (Paul Dreyfus, *ouvr. cit.*).

(9) Drapeau rouge qui était à moitié bleu, puisque les Viet-cong avaient maintenu jusqu'au bout la fiction d'un « Front National de Libération du Sud », ce qui nous avait valu l'étonnant spectacle de maquisards sudistes en uniforme du Nord, entrant dans Saïgon avec des tanks et des canons de 130.

fois en tricolore ! Ne manquait que le général à tête d'ananas, trop tôt disparu hélas. On comprend qu'un vieux complice des Rouges et de Lacouture, le Viet-cong d'honneur, aujourd'hui réfugié en France comme il se doit, « crut avoir vu prendre la Bastille et salué Valmy » (10). Rouget de l'Isle, l'immortel auteur de « La Marseillaise » (puis, sous la Restauration, de « Dieu protège le Roi »), en aurait comme lui pleuré de joie.

Les Français autochtones, les trois-quarts de la colonie, n'étaient pas les moins patriotes. Si beaucoup de métropolitains avaient souhaité jaunir, eux, c'est blancs qu'ils auraient voulu être. « Vrais Français », c'était là leur rêve. N'y pouvant mais, ils se rabattaient sur le tricolore, arboraient les plus grands drapeaux, peignaient sur leurs portes les plus imposants pavillons.

Les plus courageux de nos compatriotes — toute Libération a ses héros — des « Gaulois » surtout, roulaient avec les trois couleurs peintes sur le pare-brise, la plaque d'immatriculation de leur voiture, ou avec un fanion à l'antenne radio. Moi, pas Américain ! Toi khôny My ! Français ! Phap ! Regardez drapeau ! De Gaulle, résistance. Comme vous ! Giscard d'Estaing, collaboration. Avec vous ! Nous, amis ! Compris ? Pas compris ? Biêt ? Không biêt ?

Goxe, le président de la Chambre de Commerce Française et représentant des Français du Viet-Nam, se faisait filmer par Lartéguy — sorti de sa chambre du « Continental », la guerre étant finie — pédalant démocratiquement dans les rue de Saïgon, en bon prolétaire qu'il était. Avant de rouler voiture avec chauffeur, à laquelle lui donnerait droit la direction de multiples entreprises travaillant pour les Viet-cong.

Si les nantis, les directeurs des grandes sociétés, la bande à d'Ornano, notre sénateur — qui, en catimini, et en Ilyouchine 18 du Nord Viet-Nam jusqu'à Vientiane, avait regagné Paris — faisaient preuve d'un robuste optimisme, les petits blancs et les petits jaunes, eux, n'étaient pas à la

(10) Jean Lacouture (Viet Tran, *Vietnam : j'ai choisi l'exil*, préface de Jean Lacouture. Le Seuil).

noce. Communications avec l'étranger coupées, banques fermées, coffres sous scellés, coût de la vie montant en flèche, c'était la grande dèche.

Ces naïfs attendaient l'aide des princes qui nous dirigent. Ils ignoraient qu'ils avaient d'autres soucis. La mère patrie aussi. Le prix du super. La semaine de trente-cinq heures. La cinquième semaine de congés. Les vacances, surtout, qui approchaient. D'après un sondage, 57 % des Français s'étaient déclarés satisfaits du dénouement de la guerre d'Indochine, 28 % étant sans opinion, et 15 % mécontents. Le Pape aussi s'en félicitait. Dès lors, qu'est-ce qu'on en avait à faire de ces colonialistes et de ces chinetiques ? Avec leur Viet-Nam, ils avaient déjà assez cassé les pieds à tout le monde ! Les Français peuvent partir en vacances en paix, disait l'Elysée. Pourquoi ne pas l'écouter ? On reprochait déjà assez aux Français d'être indisciplinés !

Notre Président, lui aussi, faisait ses valises. Pour Saïgon ? Non ! Pour la Pologne. Où il irait, le 18 Juin, jour anniversaire de la victoire de Waterloo, pleurer à Auschwitz sur le sort des Juifs apatrides raflés en France par les Allemands (11), catégorie de citoyens autrement digne de pitié que les Français livrés par lui aux Viet-cong. Et évidemment condamner à nouveau le national-socialisme, entouré de ses amis communistes, défenseurs de la personne humaine qui n'ont, eux, que 30 à 60 millions de morts à leur crédit (Chinois non compris).

Les Français du Viet-Nam ? Plus tard. Rien ne pressait. D'ailleurs, l'autre châtelain, son dauphin, Balourd von Chirac, homme de caractère et sans détours comme son homonyme allemand, s'en occupait activement. Sans barguigner un instant, il nous envoyait... ses compliments.

Dégustons ensemble ce chef-d'œuvre d'éloquence, auquel les évènements qui ont suivi ont donné tout son suc :

(11) 75.000, dont, paraît-il, presque aucun n'est revenu, chiffre égal à celui des morts français des bombardements anglo-américains, dont aucun n'est revenu mais personne n'en parle plus, et inférieur de moitié à celui des victimes de l'Épuration, 140.000 selon Brigitte Friang, attachée de presse du sire Malraux (Brigitte Friang, *La mousson de la liberté*, Plon).

« Voici venue pour les peuples du Viet-Nam et du Cambodge, l'heure de la reconstruction (par la destruction). Des choix se posent qui ne regardent qu'eux-mêmes et qui exprimeront la façon dont ils entendent désormais diriger leur destin (famine et asservissement au Viet-Nam, famine et assassinat au Cambodge). Mais qu'ils sachent que la France les accompagne, en ces instants, de sa pensée amicale (aux Viet-cong, pourvoyeurs des camps de concentration, et aux Khmers Rouges, fournisseurs des abattoirs !), prête à développer le dialogue amorcé s'ils le souhaitent, à examiner les bases d'une coopération s'ils le désirent, soucieuse en tout cas de voir ces nations trop longtemps éprouvées par la guerre retrouver sur la scène internationale la place qui leur revient, et y œuvrer dans le sens de la paix (des cimetières) ».

Puis, l'apologie lyrique : « Je ne puis évoquer devant la Haute Assemblée la question de l'Indochine, sans rendre hommage, à travers vous, et en m'adressant en particulier à votre collègue M. d'Ornano, représentant des Français de cette région, à la très grande dignité de nos compatriotes qui ont tous accepté (tous ont été forcés), comme l'avait souhaité le Président de la République, chaque fois qu'ils le pouvaient (chaque fois qu'on le pouvait), de demeurer à leur poste. Le calme et le courage dont ils ont fait preuve (assurément davantage que l'équipe à Mérillon, le dévoreur de somnifères), suscitent notre fierté (de les avoir abandonnés). Je suis sûr que la communauté nationale accueillera ceux d'entre eux qui regagneront notre pays (dépouillés, puis expulsés, ils le regagneront tous) avec la même chaleur (hivernale) qu'elle a su manifester à nos compatriotes du Cambodge, qui retrouvent aujourd'hui avec l'aide (ô combien généreuse !) du Gouvernement les moyens de travailler et de vivre dans cette patrie qu'ils ne connaissent souvent que de loin. La France doit être une terre ouverte et hospitalière pour tous ceux qui, liés à elle par les liens de la culture et du cœur la choisissent aujourd'hui comme terre d'asile (comme les Vietnamiens qui, visa de sortie en main, sont — les Rouges exceptés — refoulés à Saïgon par notre Consulat) » (12).

(12) Bulletin de la Chambre de Commerce Française, Saïgon, non daté.

N'est-ce pas beau ? Et comment de ne pas être ému ? Monsieur Chirac, chef de notre gouvernement, rendait hommage à notre dignité. Et à travers les sénateurs, la France était fière de nous. De quoi nous plaignions-nous ? On attendait des secours. Paris nous adressait des discours. Six semaines après l'arrivée des Viet-cong.

A Saïgon, on appréciait. Hautement, ça va de soi. Michaux, l'opticien de la rue Catinat, vieux colonial, ne décollerait pas. « Notre calme ! Notre courage ! Notre dignité ! Ce c.. ! Qu'est-ce qu'il croyait qu'on ferait ? Qu'on allait se mettre à courir dans la rue ! Ils se foutent de nous ! Ce sa-laud de Giscard, il peut compter sur ma voix aux prochaines élections ! »

Le plus savoureux était que ces congratulations étaient précédées d'offres de service aux Viet-cong et aux Khmers Rouges. Le chef de notre gouvernement proposait la « coopération », donc une aide, des millions, des centaines de millions, à nos garde-chiourme. Pendant que des Français, leurs prisonniers, qui n'avaient plus une piastre en poche, étaient sur la voie de passer l'arme à gauche.

Dernièrement, Monsieur Chirac, qui, comme son maître à penser aspire à régenter l'univers, nous a livré son opinion sur un sujet d'actualité, les « crimes de guerre ». « Les crimes de guerre, a-t-il déclaré, ne sauraient se prescrire. Pour moi, le crime de guerre, c'est le génocide. L'idée qu'on puisse se dire un jour que l'on n'a pas de responsabilité à l'égard de crimes de cette nature est une idée absolument révoltante » (13). Parfait. Ainsi, si on comprend bien, Monsieur Chirac aurait trouvé absolument révoltante l'idée qu'un chef de gouvernement puisse, en leur offrant sa coopération, se faire le complice des Viet-cong, les massacreurs de Huê (14), et

(13) *Le Monde*, 25 Janvier 1980.

(14) Lors de l'offensive communiste du Têt 1968, Huê, la cité impériale, fut occupée un mois par les Viet-cong. Longtemps après, 5.000 cadavres de civils, abattus les mains liées, furent retrouvés dans des fosses communes.

des Khmers Rouges, coupables de l'affreux génocide cambodgien (15).

Par la même occasion, ce prétendant au trône de France nous a appris que « les peuples peuvent souvent engendrer des monstres ». Interlocuteur des Viet-cong et des Khmers Rouges et collaborateur du Grand Epurateur, il est, on l'admet, en cette matière un expert. A ce qui précède on voit toutefois que si les peuples peuvent souvent engendrer des monstres, ils peuvent aussi engendrer des farceurs. Comme Balourd von Chirac, chef du parti gaulliste et maire de Paris.

De ces fleurs, à nous expédiées par Jacques le rhéteur du haut du perchoir d'Edgar le palabreur, Goxe, notre représentant, remerciait bien bas :

« Saïgon 14/6/75 — Paul d'Ornano sénateur Palais du Luxembourg Paris 6ème — Français du Vietnam ont pris connaissance avec satisfaction message premier ministre Chirac adressé au Sénat et les concernant Stop Tout en assurant le gouvernement de leur entière confiance souhaitent vous interveniez auprès celui-ci pour une normalisation rapide des relations dans tous les domaines et en particulier rétablissement toutes communications en vue reprise courant économique Merci Amicalement »

(15) Le 1 Janvier 1980, on lisait dans **Le Monde** : « M. Thioun Mumm, qui avait discrètement cherché asile en Thaïlande en novembre, et déposé une demande de visa pour la France, a « disparu » depuis quelques jours du camp de réfugiés de Khao-I-dang, après avoir été nommé ministre des sciences et des techniques dans le nouveau gouvernement khmer rouge » (dont deux de ses frères, Thioun Thioeun et Thioun Thioum sont également ministres, le troisième, Thioun Prasit, représentant le « Kampuchéa démocratique » aux Nations unies, à New-York). « L'agence Chine nouvelle affirme qu'il se trouve en Cambodge avec M. Khieu Samphan, chef de l'Etat et nouveau premier ministre. De source proche de l'ambassade de France à Bangkok, on indique que le **Quai d'Orsay avait donné son accord de principe à la requête de M. Mumm** ». Egalement que « ses anciennes relations avec le prince Sihanouk et ses contacts dans les milieux intellectuels français faisaient de lui le candidat désigné pour une mission en vue d'obtenir un maximum de soutien au Front patriotique et démocratique d'union nationale, annoncé dernièrement par les Khmers Rouges ».

A quoi d'Ornano, entre deux cocktails, répondait :

« Paris 17/6/75 — Ucindo Saïgon — Depuis mon arrivée multiplie les demandes dans le sens demandé Amitié »

Ainsi, tout allait bien. Ou presque. Les Français du Viet-Nam étaient satisfaits. Pour l'avenir, ils faisaient entièrement confiance à leur gouvernement. Le bonheur était pour demain. Ou après-demain. Car avec la multiplication des « demandes dans le sens demandé », la « reprise du courant économique » n'allait par tarder.

Trois jours plus tard, accablé de reproches, couvert de récriminations, submergé par le flot des appels au secours, sous le coup final de l'annonce de la fermeture définitive des banques, Goxe était contraint d'informer Paris de la triste réalité :

« Saïgon 20/6/75 — Paul d'Ornano sénateur Palais du Luxembourg Paris 6ème — Merci vos câbles Stop Situation grand nombre Français de plus en plus difficile cause arrêt activités et fermeture banques Stop Consulat s'efforce les aider maximum à raison dix mille piastres chef de famille huit mille épouse et cinq mille enfant par mois (16) Stop Situation demeure cependant très critique pour tous misérable pour certains Stop Compatriotes me demandent unanimement vous prier primo aviser notre gouvernement extrême gravité situation secundo réclamer énergique intervention afin de prendre toutes mesures utiles pour assurer rapatriement nationaux en charge service social ainsi que ceux détenant visas départ notamment par envoi urgence avions nationaux voire bateaux ».

Ainsi, après cinquante jours prenait fin par un sauve-qui-peut général la farce giscardienne du maintien de la présence française. Le « rendez-vous avec le futur » du visionnaire de l'Elysée s'achevait comme la rencontre du « Titanic » avec son iceberg. Le désastre était complet.

Robert VICTOR.

(17) Soit, au cours officiel de 1975, 60 francs, 40 francs, et 30 francs par mois, (Giai Phong, édition chinoise du 16 octobre 1975).

UN VIEUX RÊVE ITALIEN : LE RISORGIMENTO

« Nous sommes liés plus étroitement
« à l'invisible qu'au visible.

Novalis.

Le souvenir de Rome devait hanter bien des Italiens durant plus de dix siècles, et l'on peut dire que la tentative d'un Rienzi et les conseils d'un Machiavel sont étroitement tributaires de ce souvenir d'une gloire passée.

Certes, pendant ce long entr'acte historique, l'Italie n'était pas devenue un mythe, loin s'en faut, et la Rome papale, Florence, Gênes, Milan, Venise, Ferrare, Sienne, Naples, etc. attestent magnifiquement cette *présence* en corps et en esprit de ce que nous appelons aujourd'hui l'italianité ; terre très convoitée parce que belle et riche, et proie tentante parce que faible dans sa multiplicité et ses rivalités internes, l'Italie avait besoin de ce prince fédérateur que Machiavel appelle de tous ses vœux, et c'est probablement pourquoi le Florentin demeure une sorte d'inspirateur de l'unité qui se réalisera plus de trois siècles après sa mort.

Cette théorie n'est pas fausse, mais il faut toutefois tenir compte des changements intervenus durant ces trois cent quarante sept années, changements de mentalité et changements politiques, évidemment. Si donc l'idée unitaire est machiavélienne, sa réalisation sera marquée profondément par l'époque où elle se produira et devra être précédée d'une longue lutte pour l'indépendance. Un tel événement n'est jamais fortuit.

La prise de conscience relative à ses possibilités de réussite peut-être attribuée aussi bien au souvenir de Rome conservé dans les mémoires et qui surgit après avoir traversé, intact, cette longue parenthèse dans le temps, ou encore à la redécouverte de ce passé dans les chroniques historiques de la part des érudits qui le remettent en lumière, et par des écrivains qui publieront des romans comme *Béatrice Cenci*, *Les Fiancés*, relayés en cela par un Verdi dont le nom et l'œuvre seront des figures saillantes du *Risorgimento*. Pouvait-il en être autrement d'une Italie berceau des arts ? Ajoutons encore la nombreuse « diaspora » italienne qui, ailleurs en Europe, peut comparer la puissance et l'organisation de pays comme la France et l'Angleterre avec l'aspect friable de leur propre patrie ; Baretti, Goldoni, Casanova et Alfieri, s'ils s'expriment, en anglais pour le premier et en français pour les autres, avaient au cœur le sentiment d'appartenir à l'Italie, à une même communauté d'âmes.

Le détonateur français

En 1792, quand Victor-Amédée de Savoie lance l'idée d'une fédération des Etats italiens, sa proposition est accueillie dans l'indifférence générale, sauf à Naples. A l'image de la France, des mouvements d'inspiration jacobine naissent ensuite à Turin, Milan, Bologne, et lorsque Bonaparte arrive en 1796, il est accueilli chaleureusement par ceux que l'on appelle les « libéraux » ; ils ne forment, malgré tout, qu'un noyau isolé dans la masse des indifférents et des adversaires, car les troupes françaises conduites par le futur Napoléon 1er ne représentent pas le *nec plus ultra* en matière de diplomatie ! En 1797, avec la paix de Campo-Formio, est créée la République Cisalpine qui, dépendant étroitement de la France, n'est pas faite pour rallier nombre de partisans aux « libéraux » ; ce sera pire quand, en 1805, cette République sera transformée en royaume et Napoléon couronné à Milan.

Cette cohabitation forcée permet toutefois aux bourgeois acquis aux idées de 89 d'occuper dans l'administra-

tion des postes à responsabilités et, ainsi, d'accroître leur influence personnelle ; et, fait plus important encore, une grande partie de l'Italie va vivre, jusqu'en 1815, dans un même cadre étatique, première expérience riche en enseignements, même si elle est subordonnée à l'occupation étrangère. Notons en passant que l'Allemagne à l'époque, fait cette même expérience.

Après Waterloo, l'Italie redevient ce que le chancelier autrichien Metternich nomme une « notion géographique » qui doit servir, selon lui, à récompenser les princes étrangers qui pendant les terribles secousses napoléoniennes sont restés fidèles à la coalition anti-française. L'Europe de la Sainte-Alliance ne fait pas que danser à Vienne ; elle veut aussi, et surtout, rétablir l'ordre ancien des choses, et l'Italie, plus que d'autres, subit alors la dure férule viennoise.

Les premiers soubresauts

Lorsqu'un pays est tenu trop étroitement en tutelle par un autre, ce type de situation provoque inéluctablement la naissance de mouvements clandestins destinés à combattre ce genre de servitude. Ainsi le carbonarisme dans cette Italie soumise à l'Autriche qui regroupe nombre de ces bourgeois « libéraux » que la présence française avait mis au premier plan. D'autres choisissent l'exil en France ou en Angleterre, mais leur combat est commun.

Deux principaux courants, différents l'un de l'autre, se manifestent dans ces milieux : celui conduit par le carbonaro Giuseppe Mazzini (1805-1872), et qui prône l'établissement d'une monarchie fédérative ; celui de Vincenzo Gioberti (1801-1852) qui met ses espoirs dans la papauté en prêchant une sorte de néo-guelfisme. Il est à noter que ces deux courants, déjà anciens sur le plan historique, continueront à se manifester dans l'avenir, et ce avec des modifications de structures, idéologies ; guelfes et gibelins se nommeront papistes et républicains, démo-chrétiens et socialo-communistes. C'est là une constante propre à l'Italie.

En janvier 1821, des étudiants manifestent à Turin tandis qu'à Alessandria des militaires se mutinent. Le 13 mars, Victor-Emmanuel 1er abdique en faveur de Charles-Félix son frère et Charles-Albert, qui a été désigné par la *vox populi* entretemps, prend alors le chemin de l'exil... diplomatique. C'est à Novare, le 8 avril, que les insurgés sont écrasés par les Autrichiens. Première bataille perdue, mais la guerre ne fait que commencer.

1830 : deuxième bataille

Jusqu'en 1830, les partisans de l'indépendance italienne n'opèrent plus que de façon spasmodique. 1830 marque pour l'Europe la première réaction sérieuse dirigée contre la Sainte-Alliance, et, naturellement, les Italiens ne restent pas inactifs. Des insurrections éclatent à Parme, Bologne, Modène ; l'on acclame la France qui vient de chasser le dernier Bourbon au profit d'un Orléans dont on présume qu'il sera un roi tel qu'on en voudrait un dans la péninsule. Déception : Paris, par la bouche de Casimir-Périer, fait savoir qu'il restera neutre, et Vienne réagit immédiatement en faisant occuper Bologne par ses troupes en janvier 1832. Les patriotes italiens peuvent alors mesurer amèrement combien certains idéaux ne pèsent pas lourd devant les impératifs de politique étrangère.

Cependant, encore inconnu, un jeune homme nommé Bonaparte prend date ; il s'est affilié au carbonarisme quand, à peine sorti de l'adolescence, il habitait l'Italie ; ce pays est le théâtre de ses toutes premières activités de conspirateur, débuts modestes, certes, mais qu'il n'oubliera pas. A petites causes, grands effets.

1848 : un tournant

Comme en 1830, l'Europe bouge en cette année 48. Comme en 1830, l'Italie se réveille. De graves émeutes éclatent en Sicile et à Naples en janvier, et Charles-Albert, rentré de son exil, marche sur Milan en mai. Il en chasse

les Autrichiens et, poussant son avantage sur le plan politique, se fait proclamer roi d'Italie. Parallèlement Danièle Manin prend le pouvoir dans sa ville de Venise où il décrète la naissance de la République.

On pourrait s'étonner devant ces faciles succès italiens face à une puissance comme l'empire austro-hongrois ; ce serait oublier qu'au même moment, Vienne est la proie de violentes émeutes dirigées surtout contre Metternich et qui ne permettent pas à la Hofburg de s'occuper des affaires de la péninsule. L'élection de Pie IX, considéré comme un pape « libéral », renforce encore plus les patriotes italiens dans leur conviction que la partie est gagnée, en particulier les partisans de Gioberti.

Espoirs éphémères car, une fois l'ordre rétabli à Vienne et en Hongrie, les Autrichiens reviennent en force et Charles-Albert est écrasé à Custozza le 25 juillet 1848. Le « roi d'Italie » n'aura régné que quelques semaines, et malgré une autre tentative à Novare en mars 1849, il se voit contraint d'abdiquer en faveur de son fils Victor-Emmanuel II.

Pendant ce temps, à Rome, Pie IX a été chassé en février, et la République romaine proclamée. Réfugié à Gaëte, Pie IX fait appel à la France. Le Prince-président Bonaparte envoie des troupes qui, après un échec en avril face à Garibaldi, entrent dans Rome le 4 juin 1849. Pie IX est à jamais guéri de ses velléités de « pape libéral ». Il est évident que cette intervention française surprend les Italiens, aussi bien les garibaldiens que les autres, car tous connaissent le passé du président français. Ce qu'ils ignorent, et avec eux un très grand nombre de leurs voisins transalpins, c'est que Louis-Napoléon a d'autres projets, et que pour parvenir à ses fins, il doit rassurer la partie conservatrice de son entourage, d'où l'expédition de Rome. Position subtile, trop subtile diront ses adversaires, mais qui s'explique aisément si l'on veut considérer que l'ancien carbonaro ne pouvait, de toutes façons, permettre à des républicains « extrémistes » de favoriser l'implantation d'un régime autre qu'une monarchie « carbonara ». D'autre part, laisser chasser le

pape de ses Etats aurait eu comme conséquences graves répercussions internationales allant à l'encontre des buts des patriotes italiens. On ne parlait pas encore de « déstabilisation », mais c'est bien de cela qu'il s'agissait.

Le processus d'indépendance

S'il n'était pas pensable que Louis-Napoléon Bonaparte pût s'allier avec Giuseppe Garibaldi, il était par contre logique qu'il s'entendît avec Camillo Benso, comte de Cavour (1810-1861), personnage central de l'opposition piémontaise à compter de 1852. Cavour est un interlocuteur avec lequel le nouvel empereur des Français — depuis le 2 décembre 1851 — trouve beaucoup d'affinités, en particulier sur le principe des nationalités.

Et puis, vieille querelle de famille, aider les Italiens, c'est aussi faire échec à l'Autriche, celle de Marie-Louise la « traîtresse », celle de Metternich, « géôlier » du duc de Reichstadt-Aiglon. Cavour agite la question de l'indépendance italienne au Congrès de Paris en 1856 réuni pour régler les litiges nés de la guerre de Crimée à laquelle le Piémont a participé. Puis ce sera l'entrevue de Plombières en 1858 où sera mis au point le plan d'action Cavour-Napoléon III : création d'un royaume du Nord de l'Italie sous l'égide piémontaise, la France recevant pour son aide le Comté de Nice et la Savoie.

A Vienne, bien entendu, on est au courant. Un ultimatum est envoyé à Turin le 20 avril 1859. Il est rejeté le 27. Voilà l'occasion pour les alliés français et italiens de pousser les choses jusqu'à un point de non-retour, et ils la saisissent. Le 4 juin 1859, c'est la bataille de Magenta, le 24, Solférino, et le 7 août les belligérants signent l'armistice de Villafranca. Le *Blitzkrieg* est terminé. Il a coûté beaucoup de morts malgré la présence sur le champ de bataille d'un service de Croix-Rouge animé par le Suisse Henri Dunant, première manifestation d'une certaine humanisation de la guerre.

Naturellement, même les plus tièdes partisans de l'indépendance volent, comme on dit, au secours de la victoire, et il faut toute la sagesse et la fermeté de Cavour pour n'admettre dans un premier temps que la Lombardie au sein du nouveau royaume. Cependant, Garibaldi qui piaffe d'impatience, obtient l'accord plus ou moins tacite de Cavour pour s'emparer de la Sicile et du royaume de Naples (campagne des *Mille* (mai-septembre 1860). En mars, le 24, un plébiscite a permis le rattachement de Nice et de la Savoie à l'empire, deux provinces qui seront « reconnues » sans difficultés par la IIIème République, bien que provenant de l'héritage détesté de « Badinguet ».

Toutefois, le Niçois (de naissance) Garibaldi aimerait bien s'emparer de Rome à nouveau, et après maintes tribulations, il se fera battre à l'Aspromonte en août 1862 et à Mentana en novembre 1867, défaites qui sonneront le glas des entreprises garibaldiennes dans la péninsule. Parallèlement, Napoléon III a dû s'engager à ce que les troupes françaises quittent Rome par fractions, et ce devant le nouveau gouvernement italien, le roi Victor-Emmanuel II et le premier parlement indépendant transalpin élu en janvier 1861. Cette évacuation ne sera achevée qu'après Sedan en 1870.

Cavour meurt en juin 1861, après avoir connu la satisfaction de voir s'installer les premières structures d'un Etat pour l'édification duquel il s'est littéralement épuisé à la tâche. Du principe d'indépendance à celui d'unité, il n'y a qu'un pas, un pas qui sera vite franchi avec la désignation de Rome comme capitale en 1870. Entretemps, l'alliance en 1866 avec la Prusse de Bismarck a valu, après Sadowa, le retour de la Vénétie — Trieste et Trente mis à part — dans le giron italien. Cette unité est due à une province du Nord, le Piémont, comme celle de l'Allemagne le sera à la Prusse, royaume lui aussi septentrional. Les problèmes les plus importants vont venir du Sud de la péninsule, un Sud qui a été en fait plus *conquis* que librement rattaché, *mezzogiorno* particulariste dont on ne peut encore affirmer de nos jours qu'il soit véritablement *italien* dans sa spécificité, si l'on

tient compte des critères « italianisants » mis en œuvre depuis cent vingt ans.

Des hommes et une idée

Quand on étudie l'histoire du *Risorgimento*, quelques noms viennent immédiatement sous la plume : Cavour, Mazzini, Gioberti, d'Azeglio, Nigra, le cardinal Ferretti (Pie IX), Ricasoli, Rudini, Garibaldi, Tribaldi, Visconti ; il faudrait également y ajouter ceux de Verdi, Alfieri, Orsini, sans oublier la belle contesse de Castiglione.

Si divers furent ces personnages, si différents furent-ils les uns des autres, ils ont en commun une idée : celle de rendre indépendante leur patrie.

Felice Orsini (1819-1858) est connu en France parce que, le 14 janvier 1858, il organisa un attentat contre Napoléon III, et c'est à peu près tout ce que l'on sait de lui. Orsini n'en était pas à ses premières armes, cependant ; il avait été condamné à perpétuité dans les États pontificaux pour menées révolutionnaires et, amnistié par Pie IX, cela ne l'empêcha nullement de participer à la prise de Rome en 1849. Il fomenta ensuite une révolte en Lombardie en 1854, et pris par les Autrichiens, s'évada de la prison de Mantoue en 1856 pour se réfugier en France. Agitateur, Orsini, certes, en était un, mais il était aussi partisan ardent de l'indépendance de son pays. Question : aurait-il dû être grâcié ? Les trois bombes jetées contre Napoléon III firent quatre morts et plus de cent blessés, innocentes victimes la plupart, et, malgré la cause défendue, le « carbonaro félon » Bonaparte devait laisser la justice suivre son cours. Aujourd'hui, le comte Orsini aurait pu sauver sa tête, mais au siècle dernier un tel esprit de mansuétude n'était pas encore entré dans les mœurs. Cela dit, il est regrettable qu'il en soit arrivé à une telle extrémité, d'autant que l'entrevue de Plombières aura lieu cinq mois après l'attentat.

On a parlé d'une « manipulation », hypothèse moins absurde qu'il n'y paraît à première vue et qualifiée comme telle par les ennemis de l'empereur ; Orsini l'exalté est peut-

être mort sur la guillotine pour une autre cause que celle à laquelle il avait dédié sa vie ?

Autre personnage-vedette : Giuseppe Garibaldi (1807-1882), né à Nice et dont la ville natale deviendra française en 1860, ce qui est assez paradoxal pour ce bouillant partisan de l'indépendance italienne. Il avait effectué ses premières armes à l'âge de vingt-sept ans à Gênes, en organisant une révolte qui échoua et qui en fit, dès lors, un homme recherché par toutes les polices. Il s'exila en Amérique latine où il devait donner libre cours à son tempérament vindicatif quand, selon lui, l'injustice régnait. Et il eut parfois raison malgré ce qu'en disent ses détracteurs. Son fait d'armes principal consista à créer la Légion italienne et de combattre à sa tête contre Rosas qui voulait annexer l'Uruguay à l'Argentine. Il revint en Europe en 1848 et combattit, nous l'avons vu, avec ses volontaires, les *Mille*, en Sicile, à Naples et, plus tard, à Rome. Il représente le personnage romantique-type du *Risorgimento*, et sa venue en France après le désastre de Sedan pour combattre les Prussiens (victoire à Dijon), lui valut d'être élu député à l'Assemblée de Bordeaux en 1870. Après tout, n'était-il pas natif d'une ville devenue française ? Garibaldi est attachant par sa générosité et aussi par ses réussites rarissimes, du moins lorsqu'on connaît les projets grandioses qu'il avait formés. Il aurait été certainement mieux à sa place en un temps moins prosaïque, avant ce temps dont parle Paul Valéry : « L'ère des terrains va-
« gues, des territoires libres, des lieux qui ne sont à per-
« sonne, donc l'ère de libre expansion est close. Plus de roc
« qui ne porte un drapeau ; plus de vides sur la carte ; plus
« de région hors des douanes et hors des lois... » Garibaldi était de la lignée des Cortez et Pizzaro.

Le nom de Giuseppe Verdi (1813-1901) ne doit pas faire croire que les combats menés pour l'indépendance italienne furent conduits comme une charge de choristes à l'opéra scandée par *Va, pensiero*. Mais Verdi demeure un vivant symbole du — et pour le — *Risorgimento* en ce sens qu'il l'a, en quelque sorte, doté de chants de combat, et qu'une partie de son œuvre reste inaltérablement attachée à cette cause.

Dramaturge, poète, Vittorio Alfieri (1749-1803) fut peut-être celui grâce à qui les Italiens prirent conscience de leur lointain passé glorieux, primo, parce que son talent est l'un des plus affirmés qui soient à cette époque, secundo, parce que ses évocations théâtrales du monde ancien peuvent figurer une sorte de « message » aux générations à venir. Il est incontestablement l'un des principaux inspirateurs du *Risorgimento* sur le plan intellectuel.

En fonction de ces noms, il était bien sûr tentant pour certains hommes de cinéma de réaliser l'amalgame *commedia-musica-condotierre* pour dépeindre une guerre se déroulant dans un si beau pays. Même si, en Italie plus sûrement qu'en France, « tout se termine par des chansons », il n'est pas encore prouvé aujourd'hui que nous prenions au sérieux ce très important événement que fut l'indépendance italienne. On conçoit difficilement chez nous que les Italiens puissent être autre chose que des spécialistes de la sérénade, des spaghettis et de la chasse inlassable aux femmes. Il serait quand même temps de se rendre compte du peu de sérieux de cette « opinion » ?

Nous concluerons avec Machiavel cette très incomplète évocation de la renaissance d'une Italie après plusieurs siècles d'*Italies* dont certaines figurent parmi les plus beaux joyaux de notre patrimoine européen, mais qui, comme tels, furent si souvent la proie des « barbares du Nord », comme nous nommait le grand Florentin, et puisqu'il est question de lui, empruntons au *Prince* ses dernières lignes :

- « Que votre illustre Maison, forte de toutes les
- « espérances que donne la justice de notre cause,
- « daigne former une si noble entreprise, afin que,
- « marchant sous vos étendards, notre nation reprenne
- « son ancien éclat, et que sous vos auspices elle
- « puisse chanter avec Pétrarque :
- « Virtù contra furore
- « Prender à l'arme, e fia' l combatter corto ;
- « Che l'antico valore,
- « Negl'italici cuor non è ancor morto (1)

(1) Editeur Garnier Frères, page 89.

Ce que ne pourra réaliser Laurent II de Medicis, dédicataire du *Prince*, d'autres le réaliseront plus tard, en prouvant éloquemment que « l'antique valeur, dans les cœurs italiens, n'est pas encore morte ». Mais quelle idée de terminer ainsi sur les vers d'un poète, fût-il l'un des plus grands, un ouvrage qui se veut politique ? Nous sommes quelques-uns à penser qu'il n'aurait pu y avoir de meilleure conclusion.

Michel PELTIER.

Micheline PEYREBONNE

André SAVIGNON, *écrivain maudit, patriote français*

Dans son livre : « *Les bêtes à Goncourt* », M. Roger Gouze signale qu'à la séance qui précéda l'attribution du célèbre prix en 1912, des passions politiques intervinrent pour la première fois dans les délibérations de l'estimable assemblée.

Au premier tour, huit candidats s'opposaient ; six furent bientôt éliminés. Les deux restants : André Savignon, auteur d'un livre intitulé « *Les filles de la pluie* », et Julien Benda, israélite, auteur de : « *L'Ordination* », s'opposèrent à égalité pendant quelques tours : cinq voix chacun. Léon Daudet, membre du jury, et ses amis, déclaraient, paraît-il, qu'ils ne voteraient jamais pour un juif ; les votants de l'autre clan refusaient également de céder. Enfin, pour en finir, le président Hennique, usant de son droit, dépose dans l'urne deux bulletins au nom de Savignon. Celui-ci obtient donc le Goncourt. En même temps et paradoxalement, il devient un écrivain maudit !

Car dès le lendemain, la presse le malmène, sonne même l'hallali : « Ce Savignon n'est pas véritable écrivain », opine « *Le Temps* », jugement qui est repris en long et en large par une infinité d'autres journaux. Le clan vaincu par le scrutin des Goncourt crie au scandale et décide de chasser Hennique pour élire un nouveau président. Bref, il y a une « affaire Savignon » ou « une affaire Goncourt ». Mais soyons justes et reconnaissons que, par la suite, les mini-scandales se répétèrent très souvent lors de l'attribution du Prix. Le Goncourt de Savignon ressemble un peu au Goncourt de Paul Colin, en 1950, pour « *Les jeux sauvages* ». J'ai assisté à son attribution. Paul Colin, auteur d'un livre

ni meilleur ni pire que ceux qu'a l'habitude de couronner l'assemblée, n'était pas celui qu'on attendait ; d'abord, c'était un débutant et son éditeur, Gallimard, appuyait ouvertement un autre poulain plus chevronné. Pourtant, Paul Colin l'emporta, au mécontentement de presque tous, éditeur compris. Dès le lendemain, la presse tombait à bras raccourcis sur « *Les jeux sauvages* ». Assassiné en quelque sorte par son Goncourt, Paul Colin ne put faire, par la suite, qu'une carrière très médiocre. Ce fut également ce qui arriva en 1912 à Savignon.

Pourtant, si nous relisons « *Les Filles de la Pluie* », nous devons reconnaître que cet ouvrage, très réaliste, ne manque pas de qualités. Il a notamment celle de pouvoir intéresser un public féminin, ce qui n'est pas le cas de plusieurs autres Goncourt, parfaitement imbuables. Dans « *Les Filles de la Pluie* », dans la narration de leurs amours, Savignon montre une bonne connaissance de la mentalité féminine. Le livre est un recueil d'histoires, qui décrit les mœurs légères de quelques Ouessantines, obligées, sans doute, mais il ne le précise pas nettement, tant l'île au début de ce siècle offre peu de ressources, d'exploiter les marins et étrangers de passage. Je ne connais pas Ouessant et ne peut donc dire si ces peintures de mœurs d'une époque où la vie était notoirement dure, dans une île assez dépourvue, sont tout à fait exactes. Mais nous devons bien admettre qu'elles le sont en partie au moins, car toujours et partout des femmes sans ressources ont essayé de vivre du désir des hommes. Quoi qu'il en ait été, dans « les vagues » que provoquèrent la remise du Prix à Savignon, un groupe de « filles de la pluie » en chair et en os, se dressa pour conseiller à notre auteur de ne plus remettre les pieds à Ouessant !

Savignon, sans se défendre (dans une telle conjoncture, cela lui eût été très difficile ; il n'y avait qu'à laisser passer l'orage), rentra en Angleterre, à Plymouth où il avait un cottage au bord de l'eau et de nombreux amis anglais et anglaises. Une de ses amies plus récentes, la charmante Miss Ouston, devenue plus tard sa légataire, a vainement essayé, après la mort de l'écrivain et pendant des années,

de faire rééditer en tout ou en partie l'œuvre de Savignon, qui pourtant, en 1912, avait Grasset pour éditeur. Même les tentatives qu'elle fit pour faire admettre « *Les filles de la pluie* » dans une collection de livres de poche, se soldèrent par des échecs. Les Presses de la Cité, Grasset, Gallimard, Fayard et Plon, refusèrent comme un seul homme. Pourtant l'ouvrage de Savignon est le prototype même des œuvres qui semblent faites pour le « *Livre de Poche* ».

Savignon était né à Tarbes, le 1er janvier 1878 et, fils d'un officier d'artillerie, avait eu pour parrain le Maréchal Foch. « Par son ascendance, il était Breton, Lorrain, Basque et Alsacien » (1). Tout cela fit de lui un patriote français, ce qui se décèle très bien dans certains de ses écrits. Et comme tous les Français qui séjournent longuement à l'étranger, sa fierté était ombrageuse lorsqu'il s'agissait de son pays.

C'est à la suite d'un premier voyage à Plymouth, dans le Devonshire, que, séduit par cette verte région de l'Angleterre, il s'y fixa, entrecoupant pourtant son existence de voyages à Paris. En 1911, il fit un séjour à l'Île d'Ouessant et y accumula les notes qui devinrent « *Les filles de la pluie* ».

En 1914, Savignon perd un œil à la suite d'un glaucome. A la déclaration de guerre, il veut néanmoins s'engager ; l'Armée française et l'Armée anglaise refusent également ses services.

On le retrouve cependant un peu plus tard à Angoulême, où il aide à transporter les blessés qu'on envoie à l'hôpital de cette ville. Quand son père lui annonce enfin l'Armistice, il répond amèrement : « C'est trop tôt, nous aurions dû nous montrer à Berlin ! ».

Après la guerre, la cote du franc français baissant, Savignon ne put continuer à vivre en Angleterre, et vint s'installer à Saint Malo. Ce fut là qu'il écrivit : « *Une femme dans chaque port* » et « *La tristesse d'Elsie* ». Ces deux ou-

(1) *Les Ecrits de Paris*, avril, 1978 ; Un Prix Goncourt oublié, André Savignon, par un ami anglais anonyme.

vrages, évocations de la vie des marins anglais et de leurs amies, descriptions de mœurs et de ports anglais, rappellent néanmoins, à s'y méprendre « *Les filles de la pluie* ». Certaines des situations décrites sont plutôt scabreuses. Dans ces ouvrages, Savignon donne libre cours aux dons psychologiques, qui lui permettent de fouiller des mentalités assez simples et assez rudes. Le style sec et réaliste est parfaitement approprié à ces deux ouvrages qui, pourtant, n'auront qu'un succès médiocre. Les demoiselles de Plymouth accueillirent aussi mal la peinture qui était faite d'elles dans « *La tristesse d'Elsie* », que celles d'Ouessant avaient accueilli « *Les filles de la pluie* ». Savignon avait-il exagéré et trop généralisé ? Il est difficile d'en décider aujourd'hui ; en tout cas, son réalisme avait choqué.

A Saint Malo il écrit encore : « *Le secret des eaux* », « *Au petit bateau* » et « *Saint Malo, nid de corsaires* ». L'envie lui prend de plus en plus de retourner dans cette Angleterre où il a été heureux. C'est pourquoi quand « *Paris-midi* » et « *Paris-soir* » l'invitent, en 1932 à faire des reportages sur Londres accepte-t-il avec empressement.

C'est dans la capitale anglaise que, cette fois, il se fixe. Et il entreprend parfois, avec sa secrétaire du moment, d'interminables promenades à travers l'immense ville, étudiant sur le tas les problèmes économiques et sociaux, mais se penchant aussi sur le souvenir des faits-divers célèbres. C'est ainsi que miss Ouston m'a raconté comment il l'entraîna sur les traces de Jack l'Eventreur, dont les forfaits fascinaient en lui le descripteur occasionnel de meurtres qu'il est dans « *Les filles de la pluie* », ou dans « *Une femme dans chaque port* ».

Ses articles d'entre les deux guerres ont un certain succès. Il y décrit le chômage (un de ses textes s'intitule : « *Au pays des trois millions de chômeurs* »), et l'on retrouve dans ses reportages les symptômes de bien des maux qui sévissent toujours, souvent aggravés, dans l'Angleterre d'aujourd'hui.

En 1938, « *Gringoire* » publie son nouveau roman : « *Occupation* », dont l'action se passe dans le Nord de la

France en 1914-1918 et qui décrit avec le réalisme habituel de l'auteur, les drames humains que suscite l'occupation allemande. Cet ouvrage paraît devoir obtenir un certain succès. Horace de Carbuccia signe le contrat d'édition, mais la malchance poursuit toujours Savignon. Sitôt paru en librairie, le livre est passé sous silence par la plupart des critiques de l'époque ; la diffusion se fait mal. Une fois de plus, le grand succès littéraire est refusé à Savignon.

Au début de la seconde guerre mondiale, celui-ci est un auteur aigri, désabusé ; délaissant Saint Malo, Paris et Plymouth, il vit la plupart du temps à Londres, fasciné par l'immense ville aux aspects multiples et contrastés. À la déclaration de guerre, certain que la France n'est pas prête à se battre, il prévoit déjà la défaite et s'écrie :

— Ma malheureuse patrie n'a pas mérité cela !

Après juin 1940, le voici bloqué à Londres, d'où il ne peut plus regagner la France. Et il est intéressant de lire le livre de souvenirs qu'il écrivit sur cette période de sa vie, qui fut édité par les Editions du Racisme paneuropéen, en 1962 : « *Dans ma prison de Londres* » (1), et dont Miss Ouston possède sans doute encore quelques exemplaires. Savignon y porte sur cette France et sur cette Angleterre qu'il aime pourtant, des jugements dépourvus d'illusion. L'amitié qu'il a pour certains Anglais s'y oppose à une anglophobie raisonnée qui, à la différence de celle des anglophobes français qui bientôt donneront libre cours à leurs sentiments dans les journaux de l'Occupation, s'appuie sur l'observation personnelle et les faits vécus. Il faut bien dire qu'entre 1940 et 1944 on trouva en France nombre d'anglophobes exacerbés qui n'avaient jamais mis les pieds en Angleterre ; Savignon ne fut pas de ceux-là. Il a constaté lui-même les sentiments anti-français de beaucoup d'Anglais. En France, vers la même époque, les anglophobes n'étaient qu'une minorité ; en Angleterre, à en croire Savignon, les francophobes étaient la majorité : « A cette époque (1939),

(1) Ceux que cela intéresse peuvent le commander par l'intermédiaire d'Europe Notre Patrie B. P. 512-02 75066 Paris Cédex 02, C. C. P. 20.523.64 Paris. Prix broché 36 Frs, relié 60 Frs franco. Pour recommandation, ajouter 7 Frs.

« écrit-il, la presse anglaise publiait des articles mielleux à l'égard de la France /.../ L'un de mes amis m'affirma que les trois-quarts de la population britannique étaient germanophiles, et d'ailleurs, les lettres de lecteurs que publiaient les journaux, confirmaient le bien-fondé de cette assertion. »

Son cœur de patriote français va bientôt saigner. Mai 1940 est arrivé et tandis que l'Armée Française perd pied sur le continent, Savignon s'indigne de voir tant d'Anglais « bons pour le service », poursuivre paisiblement leurs occupations ordinaires : « ...J'allai à Greenwich-Park prendre le thé, écrit-il. Partout, sur l'herbe, dormant, buvant, mangeant, je vis une foule d'hommes manifestement mobilisables /.../ Ils demeurent là, inutiles, sacrifiant à leurs habitudes quotidiennes, tandis que les Français livrent farouchement bataille... »

« Au début de juin, écrit-il plus loin, comme je venais de lire dans la presse que les troupes évacuées à Dunkerque arrivaient à Victoria-Station je m'y rendis immédiatement /.../ Silencieux, par petits paquets, les soldats sortaient /.../ Je fus surpris par la fraîcheur de ces combattants : tous étaient rasés de frais, rieurs, vêtus, semblait-il, d'uniformes neufs. Chaque homme avait son fusil, alors que, de notoriété publique, la plupart d'entre eux avaient été contraints d'abandonner leurs armes sur notre sol. Ce n'étaient pas des « retraitants » hâves, blessés, vêtus de loques, aux yeux encore remplis d'épouvante, pareils à ceux que j'avais rencontrés à Angoulême au lendemain de la bataille de la Marne. »

Quelques jours après, on signala à Savignon que des marins français étaient arrivés et qu'on les avait installés au stadium de White-City.

« Je m'y rendis écrit-il, le lendemain vers 11 heures. On avait parqué nos compatriotes derrière un enclos de palissades et des réseaux de barbelés comme des prisonniers. Je passai lentement le long de ces barricades improvisées, mais, de place en place, les policemen empêchaient qu'on s'approchât. Les nôtres étaient enfermés, isolés comme des pestiférés. Déjà ils faisaient figure de coupables, car il fallait trouver des coupables pour sauver la face d'Albion... »

Le 22 juin, enfin, c'est l'Armistice. « Les portes de la prison où je resterais captif, se refermèrent inexorablement sur moi », poursuit Savignon. « Dès le 23 juin, les journaux américains annonçaient que le Maréchal Pétain prenait Churchill à partie, et affirmaient que la France avait conclu une paix sans honneur. Mais ils passaient sous silence toutes les défections qui nous avaient accablés, et la fin de non-recevoir presque dédaigneuse que Roosevelt venait d'opposer quelques jours plus tôt à nos demandes d'appui... »

Savignon lit alors dans la presse anglaise les comptes rendus du discours de De Gaulle et, n'écoutant que son patriotisme, écrit sans tarder au Général. Le lendemain, il offre ses services à la BBC, pour le cas où l'on aurait jugé utile de faire appel à son concours. Puis il se rend dans les bureaux de De Gaulle, à Westminster sur l'Embankment.

Il aperçoit De Gaulle mais ne l'approche pas, renouvelle ses offres de service et sort.

« Au moment où l'ascenseur s'arrêtait à l'étage où je me trouvais, écrit-il encore, je vis débarquer quatre ou cinq jeunes gens au faciès typique, qui arrivaient de Paris pour répondre à l'appel de l'homme de Londres. Je pensai tout de suite qu'ils n'avaient pas de mérite à agir ainsi, car ils n'ignoraient pas le sort qui les attendait, étant donné leur origine, s'ils étaient demeurés avec l'occupant.

« Alors, je descendis lentement l'escalier, le front lourd de pensées. Je réfléchis qu'ils allaient inévitablement accaparer De Gaulle, le chambrier. Quand j'eus rejoint ma secrétaire, je lui dis simplement :

« J'ai vu De Gaulle. Les Juifs arrivent déjà ! Avant même d'avoir entrepris sa tâche, il est foutu ! ».

Plus tard, il se rend au « *Commissariat français à l'Information* », où il rencontre « quelques Français plongés dans le désarroi, dans l'immense détresse qui suivait la catastrophe. /.../ Mais, ajoute-t-il, nos confrères israélites semblaient assister en simples spectateurs à ce drame national. »

Ne recevant aucune réponse à ses offres de service, Savignon manifesta sa surprise auprès d'un journaliste anglais de talent R. S.

— L'Angleterre n'est pas pressée, lui dit celui-ci. Elle n'est jamais pressée ; elle attendra cinq ans, dix ans, s'il le faut. Soyez sans crainte, vous ne manquerez de rien. L'Europe continentale pourra crever de faim et de misère ; il n'en sera pas de même ici.

— Mais moi, comment vivrai-je en attendant la victoire ?

— C'est vrai, vous êtes un indépendant, je crois. Alors, rien à faire pour vous. Ah, mon cher, cela se paie, l'indépendance, souvent d'un prix énorme. C'est le luxe des riches... et vous êtes pauvre !

Savignon parvient cependant à donner quelques causeries à la B. B. C. et toutes les semaines, il va de Plymouth, où il s'est de nouveau fixé, à Londres. Après avoir plaint le peuple français, il plaint le peuple anglais : « A l'automne de 1940, écrit-il, on put compter cinquante-sept nuits consécutives de bombardement, lesquels firent douze mille morts et vingt mille blessés. La cible principale était l'immense Dockland /.../ Je revois les visages torturés de fatigue et d'angoisse de ces milliers de pauvres gens qui, chaque jour, aux approches de 5 h., aux approches d'une autre nuit, peut-être plus terrible que la précédente, encombraient les stations de l'Underground /.../ Il fallait, pour surprendre la vraie détresse, surmontée avec stoïcisme, aller dans les quartiers populaires et rencontrer ceux qui étaient contraints de rester là. Leur noble simplicité m'a souvent ému. Ils souffraient et ne prétendaient pas être fiers de leurs souffrances /.../ Je songeais qu'ils croyaient crucifier la France, et qu'ils n'avaient fait que mettre leur propre pays en croix... »

Plus encore que dans ses autres ouvrages, Savignon révèle dans ce livre de souvenirs une lucidité aiguisée et fait montre d'une originalité de vues sans doute unique, due à sa situation d'exilé involontaire à Londres. (Peu avant l'Occupation, il avait essayé de rentrer en France sans y par-

venir). Aussi faut-il considérer : « *Dans ma prison de Londres* » comme un ouvrage tout à fait à part dans l'abondante littérature née de la guerre : l'œuvre d'un Français patriote, qui se trouvait à Londres avec De Gaulle, mais qui devint de moins en moins gaulliste à mesure que les mois coulaient et que la victoire du Général semblait davantage assurée. Un chemin mental inverse de celui que firent tant d'autres intellectuels de l'époque, qui ne devinrent gaullistes que parce que la victoire anglo-saxonne donnait à De Gaulle l'auréole du bon choix. Bref, Savignon fut l'un des écrivains d'exception de cette époque exceptionnelle, et cela me paraît suffisant pour ajouter que son œuvre mérite donc d'être lue.

En 1946, il voulut rentrer à Saint Malo, mais tomba malade et mourut d'une pneumonie à l'hôpital français de Londres. Il avait eu le temps d'écrire encore : « *A Plymouth, au feu* » (*With Plymouth through fire 1940-41*).

En 1947, Savignon revint en Bretagne dans un cercueil, et fut inhumé au petit cimetière des Rosais, sur les rives de la Rance.

« Il reste, écrit fort justement l'un de ses derniers éditeurs, à faire connaître l'agonie morale de ce martyr inconnu parmi nos élites, dans leur lutte impuissante contre la souillure et le déclin de tout ce qui leur était sacré. » Je fais mienne cette conclusion.

Micheline PEYREBONNE.

Eric VATRÉ.

Le goût de la mort chez Henry de Montherlant

Chacun des personnages du théâtre de Montherlant a sa manière de réagir devant la mort. Dans « La Reine morte », le dénouement n'apparaît pas comme l'aboutissement logique et nécessaire d'un conflit qui opposerait deux raisons à deux sentiments. L'auteur le reconnaît, il a travaillé « dans le flou ». Petit à petit s'est imposé à lui l'issue tragique de la pièce et c'est une simple circonstance qui emporte la décision du roi Ferrante. Assurément, c'est un incident hors de proportion avec sa conséquence qui entraîne en fin de compte ce que l'on peut appeler un assassinat. Ainsi, dans « Fils de Personne », une simple distraction de Gillou suivie d'un mensonge suffisent à provoquer la séparation de Georges d'avec son fils. Dans « Demain il fera jour », c'est un propos inconsidéré de Gillou — « D'abord on châtiara les traîtres » — qui suscite chez Carrion une peur incontrôlée à l'origine de tout le drame. Un mouvement d'instinct livre Inès de Castro à son bourreau. Et nous retrouvons cette même attitude chez Ferrante que ne guide aucun mobile précis mais qui obéit à une impulsion fatale. Reconnaissons néanmoins la parfaite clairvoyance du roi, empreinte de tragique, où Montherlant saluait « un drame de la lucidité ». Dans cette alliance d'une lucidité impitoyable et d'un manque de maîtrise de soi nous retrouvons l'Alban des « Bestiaires ». En demandant les services du bestiaire Esparaguera il a conscience de l'absurdité de son geste.

dans le même temps qu'il ne peut se défendre contre ce geste. Dans « Les Célibataires », Léon de Coantré décide brusquement de faire faux-bond à son médecin, ce qui lui coûtera la vie, mais lui fera découvrir une forme de dignité et d'indépendance qui redonnera un sens à son existence. Dans « La Reine morte », Ferrante va mourir. Le roi a conscience de l'imminence de son trépas et son dernier acte sera une prise de conscience de ce qu'il est, de sa nature et de son âme. Et par cette vision panoramique qu'ont les mourants, cet acte entraînera sa mort. Pourtant, le vieux roi rassemble péniblement ses esprits, son regard se brouille et la réalité de ses actions passées commence de lui échapper, « Toute ma vie, j'ai fait incessamment ce trajet ; tout le temps à monter et à descendre, de l'enfer aux cieux ». Et pour finir, cet inquiétant « Où suis-je ». Moins perdu, Léon de Coantré, s'écrie juste avant de mourir, « Maintenant j'ai compris ». Sur son lit de mort, M. Dandillot s'épanche auprès de Costals et mesure avec tristesse l'échec de sa vie comme il égrène le chapelet de « ce qu'il aurait pû faire » et de « ce qu'il aurait dû être »... Ferrante n'échappe pas à ces confessions, qui se raconte à Inès, « Alors, dans ces heures, je vois tout ce que j'ai fait et défait... Ferrante le Magnanime, pauvre pécheur... Il assure avoir été « bien meilleur et bien pire » que l'on ne saurait imaginer, tout comme M. de Coantré qui demande une place dans l'autre monde, « pas beaucoup plus haut que les vilains et les criminels, pas beaucoup plus bas que les héros et les illustres », tout en ayant soin de ne pas cacher sa lassitude et son indifférence. Aussi, certains critiques ont démontré combien cet état d'âme peut engendrer, purement et simplement, le crime qui trouve un terrain favorable dans la fatigue, l'indifférence, la satiété et toute une gamme de sentiments d'apparence benoîte...

Cette lassitude semble le fait de plusieurs héros de Montherlant, comme l'abbé de Pradts qui ne peut se contenir davantage, « Je suis fatigué de vous, Souplier, affreusement fatigué de vous ». Alvaro et Georges, tous deux fort rigoristes, éprouvent les mêmes sentiments. Dans « Le Maître de Santiago », Alvaro reconnaît, « Je suis fatigué de ce continuel divorce entre moi et tout ce qui m'entoure, je suis

fatigué de l'indignation », et dans « Fils de personne », Georges reprend, « Je suis las d'essayer de te faire sentir des choses que tu devrais sentir toi-même. Las de me donner du mal pour quelqu'un qui sans cesse me trahit ». Le trouble mortel de Ferrante est de ne pas se reconnaître, d'être dépossédé de lui-même à la manière du Verlaine des « Poèmes saturniens », « O mon Dieu ! dans ce répit qui me reste, avant que le sabre repasse et m'écrase, faites qu'il tranche ce nœud épouvantable de contradictions qui sont en moi, de sorte que, un instant au moins avant de cesser d'être, je sache enfin ce que je suis ». Savoir qui il est et accepter ses prérogatives de souverain, voilà cette grande préoccupation qui touche chacun des héros de Montherlant. Dans l'éclair de lucidité qu'ils connaissent à l'article de la mort, ces personnages sentent qu'ils doivent être plus que jamais eux-mêmes. Léon de Coantré découvre avant sa mort cette fierté qui libère sa personnalité et met fin à l'échec de sa vie, « Quelque chose était changé, l'idée qu'il se faisait de soi-même. Et toutes ses misères passaient automatiquement du plan du sordide à celui de l'indifférence, où elles cessaient de lui faire mal. Sans doute Ferrante connaît-il cette tentation du courage suprême qui permettrait l'économie d'une vie humaine. Le souverain connaissant tous ses forfaits aurait la liberté, avant de comparaître devant Dieu, de tenter son rachat par la bonté ou la clémence. Il n'en est rien cependant. Dans « Les Bestiaires », nous lisons, « Il n'y a que la possession qui délivre. Ici, la possession, c'était l'acte de tuer... » C'est donc par le meurtre d'Inès que Ferrante assurera sa délivrance. Sa nature lui commande d'ajouter « encore un risque à cet horrible manteau de risques » qu'il traîne après lui. Pour assurer sa légitimité, Ferrante se doit de tuer Inès... En décidant de la mort d'Inès de Castro, Ferrante atteste indéniablement des atteintes de l'âge. Il a vu sa volonté le quitter, son intelligence et sa mémoire s'engourdir, ses colères devenir des « tristesses ». Le roi Ferrante souffre d'un mal rédhibitoire, la déchéance, qu'il ne tente pas de nier, « Je meurs d'ailleurs depuis longtemps ; il ne s'agit que d'achever la chose ». En opposition avec l'anarchiste Célestino qui se renie à la dernière minute, Ferrante meurt debout et sans rien concéder à la peur. Célestino est

troublé pendant des années à l'idée de la mort, qui finit pitoyablement en se raccrochant à une prière dérisoire. Ce « laus Deo » que l'on gravera sur sa tombe n'étant pas la marque *in extremis* de la Providence, mais l'achèvement dans le grotesque et le faux-semblant d'une existence ratée. Et cela comme l'écrit avec justesse Philippe Sénart dans ses « Chemins critiques », « parce que Célestino, mort pour rien, tient à chanter, au-delà de la vie, la louange du Néant ». « La plupart des hommes, à l'approche de la mort (changent) de vérité », constate Montherlant. Ferrante, lui, ne change pas. Et le meurtre d'Inès ne semble pas peser lourd sur la conscience de ce croyant...

Pour quels motifs le roi Ferrante, après tant d'hésitations, résolu-t-il de tuer Inès ? S'il n'a pour elle cette complaisance qui l'attire vers l'Infante, il est sensible en revanche à la pureté de la jeune femme, « Quand elle regardait les étoiles, ses yeux étaient comme des lacs tranquilles ». Il a pour elle une réelle confiance et ne craindra pas de lui avouer les secrets du plus profond de son cœur. Et là sans doute avons-nous une première explication du crime, que nous suggère le Prince de la mer, « Il forcera au silence sans retour ceux qui auront surpris son secret. — Il fera tuer la magicienne ». Bien sûr, l'ombre de l'Infante abonde en ce sens, « Il jette en toi ses secrets désespérés, comme dans une tombe. Ensuite il rabattra sur toi la pierre de la tombe, pour que tu ne parles jamais ». Au demeurant, ce mobile n'intervient pas dans la délibération finale de la scène VII. Devons-nous admettre l'idée d'un acte inexplicable ? « Ma volonté m'aspire »... Remarquons le plaisir malsain avec lequel Ferrante torture Inès sur ses espérances maternelles. Il a ce mot en aparté, « Je crois que j'aime en elle le mal que je lui fais ». Cela n'est pas suffisant et la recherche de la souffrance et du mal va croissante, « Plus je mesure ce qu'il y a d'injuste et d'atroce dans ce que je fais, plus je m'y enfonce, parce que plus je m'y plais », cela étant dit alors que Ferrante vient de donner ordre à ses sicaires qu'ils poursuivent Inès. Enfin et surtout, le crime inexpiable d'Inès est de figurer sous sa plus belle aurore la jeunesse, et de la figurer doublement ; « Un enfant ! Encore un enfant ! Ce ne

sera donc jamais fini ! (...) Encore un printemps à recommencer, et à recommencer moins bien ! » A cet instant, Ferrante symbolise consciemment ce qui s'achève et se désespère, ce qui ne peut souffrir l'espérance de la vie. Dans un dernier ouvrage, Montherlant évoque « Les trains de six heures (qui) ramenaient des wagons encombrés de garçons aux voix suraiguës ou rauques, qui submergiaient quelques vieux au meurtre peint sur le visage — le meurtre de ces jeunes qui les exaspéraient ». Ferrante est donc l'un de ces vieux et sa patience ne peut guère se prolonger en cas d'incident. Il suffirait d'une légère maladresse d'Inès pour que l'irréversible se produisit. Ce qui ne manque point d'arriver. Alors qu'Inès souligne naïvement la souffrance et l'affaiblissement du monarque, celui-ci lui répond, « Je ne suis pas faible, dona Inès. C'est une grande erreur où vous êtes, vous et quelques autres. Maintenant, je vous prie de vous retirer ». La sentence est prononcée, Inès est condamnée. En fait, Inès attira contre elle-même une sentence de mort qu'Egas et les membres de l'entourage du roi n'avaient réussi à obtenir en dépit de leurs efforts...

Par la pitié que le roi lui inspirait, Inès devint humiliante à son corps défendant. Ce que le roi ne pût supporter.

*

**

Comment ne pas être frappé de l'étrange double jeu qui unit les personnages de Montherlant à la mort ? Bien loin de fuir les assauts de la camarde, il ne s'agit que de l'affronter, de la frôler comme en une danse macabre, enfin de lui céder parce qu'elle assure la délivrance du néant. « Alerte au désespoir » s'émeuvent certaines consciences... « Plus rien pour moi ne se passera sur la terre, dit Jeanne la Folle, et c'est ce qui me rend bonne chrétienne ». Jeanne, déjà morte au monde, ne cherche pas à sauver sa vie. Mieux elle ne veut pas s'en donner la peine. Seul, le royaume de Dieu assurera sa délivrance. Ainsi, les héros de Montherlant se complaisent dans l'idée de leur mort et vivent dans

la pensée constante de leur trépas qui résoudra la multitude de contradictions qui les étouffe. Ils doivent penser, comme Simone Weil, que « la vérité est du côté de la mort », ce qui n'est rien moins que chrétien. « Bientôt, constate le roi Ferrante, mon âme va toucher la pointe extrême de son vol, comme un grand aigle affamé de profondeur et de lumière. En un instant j'apparaîtrai devant Dieu. Je saurai enfin toutes choses... » Quelle belle espérance, ou quelle belle attirance vers le Très-Haut ! Et puis l'important n'est-il pas de savoir qu'à tout péché s'applique une miséricorde qui nous sauve du néant ?

Eric VATRE.

(l'Oronte)

Extrait de *Montherlant, entre le Tibre et l'Oronte*.
Préface de Pierre de Boisdeffre. A Paraître aux Nouvelles Editions Latines.

Pierre GRIPARI.

LE TOURISTE DE PIERRE

C'était très gai, sur le bateau des fous. Tellement gai que je me demande, à présent, quelle pouvait être la raison de cette gaieté.

Car enfin nous n'étions pas heureux, ce qui s'appelle heureux. Nous étions même souvent, très souvent malheureux. Comme il arrive fréquemment dans ces communautés flottantes, faites de voyageurs oisifs, nous savions parfaitement que le voyage serait bref, que nous nous quitterions bientôt pour ne plus nous revoir, et pourtant nous formions, comme si ça devait durer, une petite société, presque une petite nation, bien organisée, avec ses castes, ses sous-castes, ses privilégiés, ses pauvres, ses brebis galeuses... Beaucoup cherchaient à se donner, dans ce milieu provisoire, une importance qu'apparemment ils n'avaient pas chez eux, dans leur pays d'origine. Quelques-uns y réussissaient. D'autres, plus maladroits, plus sincères peut-être, moins doués, de toute façon, pour la feinte et pour la parade, se rendaient vite ridicules et retombaient plus bas encore, plus profond dans le mépris public. Ce n'étaient pas les pires...

En plus du jeu des vanités, qui s'exerçait à propos de tout : place à table, cabine, menu, prévenances des serveurs, chemises blanches, cravates et tenues de soirée, il y avait encore le jeu des amours. D'un sexe à l'autre on se faisait la chasse, on se guettait, on se piégeait, on se charmait, on s'acceptait, on se refusait, on se prenait, on se lâchait, on se trahissait de mille manières, en détail ou en gros, on se brisait le cœur. Tout cela était très excitant, mais plus excitant qu'agréable à proprement parler.

Mais cela se passait dans une fête continuelle ; fête voulue, bien sûr, et même planifiée, mais pas complètement factice. Il y avait de bons moments : une bonne histoire dite ou entendue, une petite satisfaction d'amour-propre, vaine si l'on veut, et fugitive, mais pas moins ressentie d'une façon aiguë ; ou encore la possession, très provisoire, de l'être désiré (aimé serait trop dire, et d'ailleurs il était de beaucoup préférable de ne pas aimer)... Tous ces petits plaisirs, on les recueillait en soi, on se les racontait, on se les répétait, on les revivait avec volupté, en s'endormant, la nuit, dans le silence de la cabine...

A chaque escale, comme de juste, il y avait des passagers qui débarquaient, et d'autres qui montaient à bord. Les premiers, nous faisons de notre mieux pour les oublier le plus vite possible et, à de rares exceptions près, nous y arrivions sans peine. Avec les nouveaux venus, les choses pouvaient se passer de deux manières : ou bien ils s'intégraient tout de suite, ou bien ils refusaient de se mêler aux anciens et ne se fréquentaient qu'entre eux. Parmi nous également, il y en avait de deux sortes : d'une part ceux qui recherchaient les nouveaux visages et d'autre part ceux qui, volontairement ou non, les tenaient à distance.

Ces temps derniers, je dois l'avouer, c'était devenu mon cas. J'aime pourtant les inconnus, je les aborde volontiers, je cherche à leur parler, à leur rendre service au besoin... Je trouve parfaitement absurde qu'en voyage, dans un lieu qu'on fréquente pour le plaisir, dans un environnement par définition provisoire, on perde encore son temps à élever des barrières, à multiplier les dispositifs de défense, à prendre des petits airs gourmés ou distants... J'étais donc, par principe, tout à fait d'avis d'établir des liaisons systématiques, et le plus simplement du monde, avec tous les nouveaux venus, quitte à laisser tomber ensuite une partie d'entre eux, par consentement mutuel, suivant le jeu des affinités, ou des antipathies.

Cette attitude m'a d'abord réussi. Pendant les premières semaines, les passagers nouveaux m'étaient visiblement reconnaissants de mes efforts pour me montrer sociable et

coopératif. Et puis, de mois en mois, il m'a semblé qu'ils étaient moins contents de se voir accueillis de la sorte. Pour un qui acceptait de se laisser piloter, j'en avais deux, puis trois, puis dix qui me trouvaient importun, voire indiscret, qui saisissaient la première occasion de se passer de mes services et me faisaient comprendre que ma compagnie ne leur était pas indispensable, ni particulièrement utile, encore moins agréable. Au bout de quelques jours, ils évitaient de me reconnaître...

Je n'insistais pas, bien sûr, bien qu'il m'en coûtât parfois, et je dois avouer que, dans l'ensemble, c'étaient eux, généralement, qui avaient raison : nous n'avions pas grand'chose à nous dire. Ils s'agrégeaient, par goût, à de certains groupes où je n'aurais pas duré deux heures, tant l'ambiance m'en était contraire. Ils fréquentaient certains endroits : bars, salons, salle de jeu, discothèque, où je n'aurais fait que perdre mon temps et qui me paraissaient mortellement ennuyeux. A quoi bon naviguer, si c'est pour oublier la mer ? De même, à quoi bon vivre, si c'est pour oublier la mort, la vaste et fraternelle mort, qui nous entoure ? Moi, je n'aimais rien tant que de rester sur le pont, à regarder fuir les flots pendant que le soleil et les étoiles, au contraire, nous accompagnaient.

L'ennui, avec tout cela, c'est que mon petit cercle d'amis se rétrécissait d'escale en escale. J'avais, de plus, la moche impression que ceux qui partageaient mes goûts devenaient de plus en plus ennuyeux ; que moi, par conséquent, je devais passer aussi, vu de l'extérieur, pour être ennuyeux autant qu'eux.

Mais n'exagérons rien. Même dans ces conditions, la croisière avait bien du charme et, s'il n'avait tenu qu'à moi, je l'aurais continuée de bon cœur. Je les aimais bien, ces fous...

Ce jour-là (je suis incapable de dire si cela se passait il y a un mois, une semaine ou un an), ce jour-là, donc, le bateau des fous s'est arrêté à la grande île, à quelques kilomètres d'ici. Le commissaire de bord nous a aussitôt demandé quels étaient ceux d'entre nous qui désiraient visiter la

petite île, avec ses ruines égéennes. Je me suis présenté sans attendre : j'aime les ruines, et surtout égéennes... Le déjeuner fini, le groupe des volontaires est descendu à quai, puis nous avons pris la navette pour venir jusqu'ici, dans la petite île.

Nous n'étions pas nombreux. Autant que je me rappelle, il y avait les deux Japonais : Isetire Sekon et Itakoze Koko ; les deux petites anglaises, respectivement nommées Mary Delilah et Mary Dissy ; une troisième anglaise, beaucoup plus âgée, sans doute de vieille noblesse normande, qui s'appelle Lady Commandement ; le Herr Professor Plank-Tämisch ; une journaliste française, dont j'ai oublié le nom, qui tient la chronique des spectacles dans l'hebdomadaire féministe et féminin *Marie-Jules*... Je crois que c'était tout... Ah non ! J'allais oublier une charmante vieille dame américaine : Mrs Pricktrap, et puis mon sympathique ami polonais, le peintre Thaddée Kujok. Donc, pas plus d'une dizaine en tout.

Nous débarquons ici et, à peine arrivé, j'aperçois ce café, l'endroit même où tu me vois assis... Non ! Pas toi ! N'entre pas, reste dehors, surtout ! On crève de chaleur, je le sais, mais reste quand même !

L'endroit était alors le même que maintenant, avec un personnage en moins, c'est tout... Le guide grec nous a dit, en passant, que ça méritait un coup d'œil, mais pas plus ; ce n'était pas un vrai café, mais un café de pierre, avec un serveur de pierre et des clients de pierre, imitant divers types de touristes : allemands, hollandais, américains, français, sculptés dans la lave du volcan par des villageois de la grande île, sans aucune prétention au grand art... une simple curiosité folklorique... Nous avons jeté un œil, et puis nous sommes passés.

Quant aux ruines égéennes, tu as dû les voir comme moi, puisque tu en reviens. C'est curieux, n'est-ce pas, cette ville sans murs, sans maisons, mais néanmoins bien reconnaissable, avec ses rues, ses cours, ses carrefours, ses mosaïques, le tout étalé sur le sol, et nous qui marchons là-dessus, comme sur un plan grandeur nature... En revenant

de là, nous étions morts de fatigue, complètement déshydratés, nous ne pensions qu'à une seule chose : trouver un vrai café pour boire n'importe quoi, mais boire.

Nous sommes revenus en nous traînant, moi-même devant les autres, car, dans ma hâte de trouver un endroit frais, je précédais le gros du groupe. En arrivant ici, je me suis arrêté pile, car le serveur de pierre, cette fois, me regardait. Oui, je dis bien, il me regardait. Pas comme une statue devant laquelle on passe et dont on croise accidentellement le regard, non, pas du tout : il me regardait personnellement. Et quand je me suis arrêté, il m'a dit...

Ça t'étonne, on dirait ? C'est vrai que, pour vous autres, la chose est étonnante. Il y a huit jours encore, elle m'aurait étonné, moi aussi. Mais enfin tu vois bien que je te parle et que tu me comprends. Alors ?

Donc le garçon de pierre m'a dit, comme ça, sans remuer les lèvres, mais ça parlait à l'intérieur de moi :

— Vous êtes bien fatigué, Monsieur. Entrez donc vous reposer à l'ombre.

J'ai refusé d'abord, sans parler, moi non plus. J'ai pensé simplement :

— Mais je n'ai pas d'argent grec.

— Qui vous parle d'argent ? a répliqué le visage de pierre. Vous n'avez pas besoin de payer, ni même de consommer. D'ailleurs nous n'avons rien, ici, que de la soupe aux vers de terre.

— Je n'en veux pas ! ai-je pensé.

— Nous n'imposons rien à personne, m'a-t-il répondu. Asseyez-vous seulement, si cela vous tente, et attendez vos compagnons. Ils vont arriver tout de suite, et vous pourrez les voir passer.

Est-ce que j'ai compris, alors ? J'ai cru d'abord que non, et puis voilà que maintenant, rien que d'en parler à toi, je suis sûr, presque sûr qu'il y avait quelqu'un, en moi, qui savait déjà, qui avait accepté d'avance, qui comprenait très bien à quoi ça m'engageait, et prévoyait tout ce qui devait s'ensuivre...

Je me suis assis, et un grand calme est descendu sur toutes choses. Rien ne bougeait, ni le garçon, ni les autres clients, ni le café, ni moi-même. Les cigales crissaient à tue-tête, mais d'un cri mécanique, mort, impersonnel. La chaleur du soleil pesait, de tout son poids, sur l'herbe fanée, sur la terre accablée, sur la route aveuglante... Et puis le groupe est apparu. Il a défilé devant moi, sans rien remarquer, sans rien voir. Même le guide grec ne m'a jeté qu'un regard en passant, un regard distrait, sans curiosité ni surprise. Il devait pourtant bien se rendre compte, lui qui connaissait les lieux, qu'il y avait un client de plus...

Mais je dis des bêtises. Il s'en rendait parfaitement compte. Pour lui, tout cela était dans l'ordre.

Et moi, au lieu de me lever pour les rejoindre, pour reprendre le bateau avec eux, je suis resté là, sans dire un mot, sans faire un geste. J'aurais pu, cependant, ce n'était pas trop tard... Non, ce n'est pas ce que tu crois : je n'étais pas lié, ni prisonnier, ni contraint d'aucune manière. Simplement, je n'avais pas envie de me lever, je ne pouvais pas en avoir sérieusement la moindre envie... Je me souviens très bien, c'était d'abord comme une sorte de jeu : « Et si je restais là, jusqu'au bout, immobile, à les regarder passer ? » Et en même temps c'était comme une acceptation confuse que ce jeu-là devienne définitif.

Et puis, qu'est-ce que j'avais à perdre ? La vie à bord, pour agréable qu'elle fût, j'en avais fait le tour : des relations épidermiques, des petites vanités, des glorioles, des chatouillements sans lendemain, sans profondeur... Du plaisir qui n'est pas du plaisir, mais bien plutôt le plaisir d'être vu par autrui éprouvant du plaisir. Sans témoins, sans complices, sans envieux, pas de véritable satisfaction...

Le groupe s'est égrené, comme ça, en direction de la digue où la navette l'attendait. Le dernier seulement a ralenti le pas. C'était Thaddée, le Polonais. Lui seul m'a regardé, vraiment. Moins fatigué, peut-être, moins assoiffé, moins occupé de lui-même... Il m'a regardé sans étonnement, d'ailleurs, sans paraître vouloir s'arrêter, ni en avoir envie. Mais j'ai su, alors, avec évidence, qu'il comprenait tout.

Les Slaves sont des gens étonnants. Ils ont tous les défauts, et même tous les vices, mais une chose, je n'ose pas dire une qualité, me les rend proches, tout proches, fascinants, fraternels : c'est leur sens du néant.

J'ai failli regretter, alors, je me suis vu sur le point de déplorer bêtement mon impuissance à me lever, à le rejoindre. Avec lui, et lui seul, j'avais peut-être une chance d'arriver à un accord profond... Mais il était déjà trop tard : j'avais perdu jusqu'au goût des rapports humains. Si même j'avais pu reprendre place dans la colonne et regagner le bateau des fous, si même j'avais pu lui parler, le retrouver, vivre avec lui le reste de la traversée, qu'avions-nous de plus à nous dire ? De son côté, il n'attendait plus rien de tel, il savait que c'était impossible...

C'est comme ça, la vie. Elle vous offre à boire quand vous n'avez plus soif et du pain quand vous n'avez plus de dents.

Il est parti, à pas très lents, comme tous, à cause de la chaleur. Je les ai vus tous, au loin, remonter dans l'embarcation, sans paraître seulement remarquer mon absence... Le moteur a toussé, le bateau minuscule est parti, en traçant comme un trait de craie bleue sur l'ardoise de la mer, et je suis resté seul. Ou plutôt non, pas seul : avec tous les clients et le garçon de pierre, mes semblables, en compagnie du soleil ardent, de la campagne pelée, de la route poussiéreuse et de la stridulation des cigales.

Toi, ce n'est pas pareil. Ne t'assieds pas ici, tu le regretterais. Ta fatigue, ce n'est que la fatigue d'un jour, ce n'est pas la vraie lassitude. D'ailleurs, au fond de toi, tu dois bien le savoir, tu n'as pas réellement envie de cette ombre, de cette paix, de ce repos. Dans le groupe qui arrive, dans le bateau des fous, il y a toute cette vanité gourmande que tu n'as pas fini de vivre, dont tu n'es pas blasé. Il y a la femme que tu désires et qui ne t'a pas encore assez déçu. Il y a la femme qui t'aime et que tu fuis sitôt que tu la vois arriver dans le salon des premières. Ou bien, si tu es au milieu de ton groupe d'amis, tu restes, mais pour te moquer d'elle, pour l'offrir en spectacle, ce qui est d'autant plus

drôle qu'elle reste là, désarmée, blessée, suppliante, trop éprise pour fuir ou pour faire la fière...

Comment je le sais ? Mais cela crève les yeux ! Tu es le genre d'hommes à qui de telles choses arrivent. Il y en a un comme toi dans chaque groupe, un seul, et tous les groupes se ressemblent.

Les voici, maintenant, tes amis, je me tais. Ou plutôt non, je ne me tais pas, ce qui me serait difficile, car je n'ai pas parlé. C'est toi qui as traduit en sons, en mots et en paroles, ce que t'ont dit mes yeux. Car c'est ainsi que nous nous faisons comprendre, nous autres les statues.

Pierre GRIPARI.

BALZAC ET PROUST

Il n'y a guère d'œuvre plus dissemblables, à première vue, que celles de Proust et de Balzac. L'une est vouée à l'analyse, elle est toute intérieure, diaprée, vaporeuse et en même temps, complexe, touffue, profonde, et en apparence déroulant ses anneaux comme un serpent. On pense d'abord en la lisant qu'elle est une œuvre de rêveur. L'autre, au contraire, est solide, bien construite, elle a des contours nets et même des traits un peu trop appuyés, elle est tout extérieure, descriptive, nerveuse : elle est construite comme un meuble, elle a des proportions étudiées, des tiroirs, c'est un robuste travail d'artisan. Dans l'une il y a les brumes de Whistler et la lumière de Claude Monet. Et l'autre évoque les traits durs et précis de la gravure, ses reliefs, ses oppositions. Les personnages de Balzac sont des personnages âpres et calculateurs, des négociants, des débutants courageux ou faibles, des ambitieux dont les échéances sont difficiles, les hommes y sont jugés sur leur énergie et leur réalisme, leurs rivalités se déroulent dans de sombres petites villes de province cernées comme dans une citadelle ou dans quelque province de Paris aux contours aussi étroitement définis. Mais chez Proust, on voit des jeunes filles au bord de la mer, des calèches, des bicyclettes, une plage dont on ne sait pas où elle commence et où elle s'arrête, un milieu mondain aussi peu défini que le palais qu'on donne pour décor aux tragédies, l'argent ne coule que pour la distribution des pourboires, on ne sait pas d'où il vient, ni comment on se le procure, on ne suit aucune rivalité, on ne participe à aucun drame : on est seulement assis auprès d'un jeune voyeur qui contemple avec passion des spécimens curieux d'humanité. L'œuvre de Proust est aussi étrange pour un lecteur de Balzac que la Chine des mandarins pouvait l'être pour un capitaine de vaisseau qui faisait relâche à Canton.

Cette incompatibilité totale, cette différence de peau, Proust en a eu vivement conscience. Balzac le fascine, mais en même temps il le juge. Il le place à côté de Nerval et de Baudelaire parmi les grands écrivains dont l'œuvre est pour lui un sujet de méditation. Mais aussitôt il souligne la vulgarité de Balzac, il montre ses mains sales. Il lui reproche sa mauvaise tenue intellectuelle, ses grosses ficelles de romancier, son style même qui fait partir des pétards à chaque page, à chaque tournant de phrase pour que le lecteur ne s'endorme pas. Il n'est pas loin de le regarder comme une sorte de charlatan connaissant tous les trucs, manipulant ses marionnettes avec audace, abusant de la confiance du lecteur. Bref, Balzac, pour Proust, c'est l'écrivain qu'il ne faut pas être. C'est que Proust a bien compris qu'il y a un point sur lequel Balzac et lui ne se rejoindront jamais. Balzac croit au drame, invente des drames, et quelquefois même des mélodrames. Cette primauté de l'intérêt est pour lui la grande loi de l'architecture romanesque. « *Le drame transforme tout, vivifie tout* », dit-il. Et son objectif immédiat comme romancier est simple et cynique : « *Si votre lecteur n'oublie pas l'heure de son dîner, vous avez manqué votre roman.* » Proust, au contraire, a un grain de peau de petite maîtresse et cette rudesse de charpentier lui fait horreur, non seulement le drame le dégoûte à la fois comme une malhonnêteté du romancier qui triche avec la réalité et comme une prostitution du romancier qui se détourne et fait des clins d'œil, mais la plus simple péripétie le choque, tellement il est chatouilleux sur l'usage abusif qu'on en peut faire. La tante Léonie meurt au détour d'une phrase, on souffle dessus comme sur une chandelle. L'invitation chez les Guermantes attendue pendant trois cents pages a lieu le plus simplement du monde alors qu'on ne s'y attendait plus. Quand une péripétie surnage chez Proust, c'est parce qu'elle découvre un paysage psychologique inattendu : la mort de sa grand-mère et la mort d'Albertine sont des accidents qui ont des *retombées*, voilà tout. Elles permettent des découvertes, mais elles ne sont pas un élément de drame. Cette aversion de Proust s'étend à ce qu'on pourrait appeler les postes annexes de la dramaturgie. Jamais il ne décrit pour « *faire comprendre le drame qui va se jouer* », jamais il ne

présente un personnage de manière que son vêtement, sa cravate, sa démarche soient déjà des éléments qu'il est utile de prendre en considération dans « *le drame qui va se jouer* ». Nous supposerons, si nous le voulons bien, que M. de Norpois fait ses visites en jaquette ou en redingote, qu'on dîne en habit chez la duchesse de Guermantes. Nous le supposerons, mais cela n'est dit nulle part. Les signes extérieurs qui intéressent Proust ne sont pas les mêmes signes extérieurs qui intéressent Balzac. Ce n'est plus l'officier de marine qui débarque à Canton : c'est la différence du clinicien au naturaliste. Balzac sélectionne des espèces sociales dont il montre le combat, Proust étudie des malades.

Et pourtant Proust est fasciné par Balzac. Il le connaît admirablement. Il l'a relu et il a noté ses impressions de lecteur dans un de ses carnets, au moment même où il commence la *Recherche*. Il écrit parmi ses brouillons un chapitre satirique qu'il intitule *Le Balzac de M. de Guermantes*, où il se moque de son grand seigneur en lui faisant commettre de savantes bévues, qui révèlent toutefois une connaissance approfondie de Balzac et même de ses contemporains moins illustres. Il fait de Balzac dans les mêmes brouillons la lecture préférée d'une nièce de M. de Guermantes qui a été se loger à Alençon dans une maison décrite par Balzac. Et plus tard, ce même Balzac sera l'auteur préféré de Charlus qui l'a lu avec tant d'attention qu'il sait reconnaître sur Albertine la robe de la princesse de Cadignan le jour où elle attendait la réponse de d'Arthez. Il y a en Proust un balzacien très renseigné, bien qu'un passage de son étude montre qu'il croit que Balzac a écrit la partie des *Petits Bourgeois* qui est de Rabou, mais aussi un balzacien très attentif et très fin, car les trente pages du *Contre Sainte-Beuve* consacrées à Balzac sont de premier ordre et mériteraient d'être citées plus souvent.

Alors cette prédilection de Proust pour Balzac, par quelles affinités s'explique-t-elle ? Les raisons qu'on en donne généralement sont peu convaincantes. Naturellement, Proust, tout comme Charlus, était reconnaissant à Balzac d'avoir imaginé le couple de Vautrin et de Rubempré, car tous les deux, ils retrouvaient, en l'un le jeune homme que leur

goût les portait à aimer, en l'autre les dévouements, les angoisses et les souffrances de leur propre amour. Mais ce n'est là qu'une rencontre. Charlus était ému lorsqu'il lisait cette halte sur la grande-route où l'abbé Carlos Herrera, à la fin d'*Illusions perdues*, montre à son nouveau protégé le château que Rastignac avait habité et qui lui rappelle tant d'espairs vains. « C'est la Tristesse d'Olympio de la pédérastie », s'écriait-il dans son enthousiasme. Ce n'était, en fait, pour Balzac, qu'un amusant effet de perspective romanesque. Autre rencontre encore, ou plutôt jeu de mots des critiques, le parallèle des *Etudes de mœurs* de Balzac et de « l'étude de mœurs » qu'est *Sodome et Gomorrhe*. Nous retrouvons là la différence entre le naturaliste et le clinicien. Proust étudie sur des malades un certain grossissement du mécanisme des passions. Ce qui l'intéresse, ce ne sont nullement les *mœurs* plus ou moins singulières des homosexuels, mais les phénomènes de cristallisation et de déformation de l'amour quand il se porte sur un « objet indigne » ou seulement inhabituel. Charlus, amoureux d'un conducteur d'omnibus myope et bourgeonné, ce n'est pas le portrait d'un baron prussien courant après les petits jeunes gens, c'est le grossissement microscopique et par-là caricatural, de tout amour. En réalité, il n'y a pas d'études des *mœurs* du milieu des invertis chez Proust. A la fin du livre seulement, l'hôtel de passe de Jupien peut mériter cette qualification. Mais peut-on comparer ces cinquante pages aux enquêtes méthodiques de Balzac ? On fait un jeu de mots analogue quand on oppose la « comédie mondaine » de Proust et la *Comédie Humaine* de Balzac. Balzac a décrit, tout en laissant pas mal de lacunes, les principaux personnages typiques de son époque. Proust n'en a décrit aucun. Ses gens du monde appartiennent à un petit canton de la société qu'il isole arbitrairement : c'est une coupe d'un certain tissu qu'il place sur la tablette de son microscope. Et cette coupe contient cette partie du tissu social qui est inséparable des gens du monde, les domestiques et les maîtres d'hôtel. Le fonctionnement de la vie mondaine intéresse Proust, surtout parce que la vie mondaine montre les illusions de la vanité et la substitution des illusions à la vie, c'est-à-dire parce qu'elle apporte des exemples à son système des passions. Mais il

ne la peint que pour montrer ces déformations ; des parties entières de la vie mondaine sont passées sous silence dans son livre, par exemple, les chasses ou les courses qui ont tenu de place dans la vie des gens du monde avant 1914 et dont il ne parle pas plus que des administrateurs de sociétés ou des porteurs de fonds russes. Nous sommes avec lui dans un laboratoire, dans un milieu aussi aseptique que possible, dans lequel on étudie les palais irréels que les hommes se construisent.

Alors pourquoi tant de curiosité, tant de sympathie même, chez Proust, pourquoi tant d'admiration pour un écrivain qui était si éloigné de lui ? Certes, on peut croire d'abord que l'estime et le jugement y étaient pour beaucoup. Proust appartenait à une génération qui révisa sans bruit, mais sévèrement, la hiérarchie des écrivains du XIX^{ème} siècle. Stendhal, Balzac, Baudelaire, apparaissent alors avec toute leur importance. On ne trouvera donc rien d'étonnant à ce qu'un jeune écrivain de ce temps ratifie une promotion qui soulignait la solidité de l'œuvre de Balzac, sa profondeur méconnue et sa diversité. Mais aussi, en dépit des apparences, une ressemblance fondamentale rapprochait finalement ce jeune écrivain qui méditait sur le temps, sur les erreurs et les illusions du souvenir, sur les cendres et la poudre que sont au fond ce que nous appelons nos sentiments et le vigoureux romancier qui n'avait voulu voir dans le temps que le trait puissant laissé par l'histoire, et qui ne rapprochait les clichés divers pris d'un même personnage que pour constater les progrès et les chutes, pour faire apparaître, comme sur les photographies aériennes, les ravines et les effondrements que la géologie sociale accusait : c'est que tous les deux, finalement, aboutissaient, par des approches toutes différentes à diagnostiquer la même déviation clinique chez les grands passionnés et qu'ils en donnaient l'un et l'autre, en un vocabulaire différent, la même explication.

Ce sont les fameux « *monomanes* » de Balzac que nous revoyons, en effet, dans les grands passionnés de Proust, dans Charlus, dans le narrateur lorsqu'il devient le tortionnaire d'Albertine et le bourreau de lui-même, dans Swann, aveugle devant Odette, dans Saint-Loup même, à partir du

moment où ce personnage mystérieux et fuyant révèle sa véritable figure. A eux tous s'applique exactement le mot de Balzac sur les « *hommes à passion* » qui n'aiment qu'une eau croupie qu'ils préfèrent à toutes les autres et pour laquelle ils sont prêts à donner leur fortune et leur vie.

Et certes, le paysage n'est pas le même. Les terribles destructeurs de Balzac qui laminent comme des bulldozers les fortunes et les vies, on ne les retrouve nulle part chez Proust. C'est que l'univers de Proust est immatériel. Mais les ruines intérieures, les écroulements de toute la personnalité qu'il y a chez Proust sont eux aussi terribles. Charlus gâteux dans sa petite voiture, échappant à son factotum pour faire la cour à un jardinier, est une image finale aussi effrayante que celle du baron Hulot dans son faubourg de Charonne auprès de sa petite juive de treize ans. Et Swann qui détruit en quelques mois une situation mondaine qu'il avait mis des années à construire, Marcel non plus heureux et fouineur et s'ébattant au milieu des jeunes filles, mais hagard, reclus, repassant ses soupçons et attisant sa méchanceté, plus prisonnier dans sa chambre qu'Albertine elle-même, et même Saint-Loup allant se faire tuer entre les lignes pour ramener quelque joli petit sergent, ou par désespoir peut-être, ce sont, dans l'univers de Proust, dans son système de la destruction des personnalités, des images aussi fortes que chez Balzac celles qui révèlent la destruction des fortunes. Les triomphes qui ne sont pas dus comme chez Balzac à la réussite des ambitions, mais seulement à une illusion d'optique, à une fantasmagorie du conformisme mondain, ont la même ressemblance. A la fin de la *Recherche*, Mme Verdurin devenue princesse de Guermantes, Bloch bénisseur, souriant, pontife qui va entrer à l'Académie, Morel, « *grand honnête homme* », qui est devenu ce qu'on appelle en littérature et en politique « *une conscience* », sont des triomphateurs balzaciens, c'est le triomphe des indignes, celui de Malin de Gondreville pair de France et reçu par le roi, celui de Philippe Bridau la poitrine barrée du grand cordon de la légion d'honneur et du grand cordon des ordres du roi, celui de Vinet devenu procureur général.

Dans cette description des monomanes, Proust, plus

intérieur que Balzac, a même découvert ce qu'on pourrait appeler une *transcription habituelle* des monomanes, une déformation systématique de la sensibilité et du raisonnement chez le monomane à laquelle Balzac n'avait pas pensé. Charlus n'est pas seulement obsédé par son vice, comme Claës ou Grandet le sont par leur idée fixe, comme Hulot l'est par son goût des jeunes femmes et des tendrons, mais encore il voit les événements de la guerre, l'attitude des souverains, la vie quotidienne de Paris en guerre à travers un verre coloré qui est celui de sa préoccupation constante. Sa sensibilité, sa vision, sont imprégnées par son idée fixe qui l'a amené à se construire un univers dans lequel toutes les actions s'expliquent par la pédérastie et dans lequel également les seuls événements passionnants sont ceux qui facilitent son penchant. Sa finesse même, sa pénétration, c'est la guerre et la propagande vues par un inverti. L'habitude du mensonge, des prétextes, des sophismes est tellement le tissu de sa propre vie qu'il les démêle aisément derrière les attitudes de façade. Il a un sens de plus que les autres, comme certains insectes, qui l'aide à choisir sa proie et à se diriger dans la nuit.

Ce parallélisme, non pas accidentel, mais profond, de Balzac et de Proust, nous met alors sur la voie. Leurs personnages *démonstratifs* se ressemblent parce que leur explication des passions des hommes, qui semble si différente, repose au fond sur la même idée. Pour Proust, comme pour Balzac, l'imagination est la reine des batailles : nous sommes ce que notre imagination fait de nous. Nous laissons un sentiment ou une personne ou une idée nous préoccuper, puis nous obséder, puis s'emparer de nous entièrement et finalement nous sommes les prisonniers de ce sentiment que nous avons laissé se développer en nous. Une seule chose ou un seul être ou une seule idée a un prix immense à nos yeux et nous classons tout ce qui nous arrive par rapport à ce facteur unique : et non seulement nous faisons ce classement aberrant, au nom duquel nous sacrifions allègrement toutes les autres valeurs, mais l'image que nous nous faisons du monde, des événements, des autres, est déformée par cette transcription exclusive que nous en faisons dans

la seule langue qui nous intéresse. Nous sommes tous des possédés, des fous de ce que Pascal appelait le « divertissement ». Au nom d'une idée fixe, nous falsifions la vie et même nous oublions de vivre : et notre véritable aliénation, elle ne nous vient pas de la société, mais de nous-mêmes, de l'opéra que nous avons monté en nous et que nous jouons devant nous, que nous substituons à la réalité.

Balzac disait à la fin de *Massimilla Doni* : « Quel opéra qu'une cervelle d'homme ! » Ce mot clef des *Etudes philosophiques*, il est aussi une admirable épigraphe pour *La Prisonnière* ou *Albertine disparue*. Mais Proust, tête plus philosophique que Balzac, pousse à ses conséquences psychologiques extrêmes, cette découverte. Il en tire un subjectivisme absolu, une dissolution complète de la personnalité. Nous sommes tous des prisonniers de nous-mêmes, puisque nous substituons à notre propre image, à celle des autres, à celle de la réalité, l'image falsifiée que notre imagination secrète, notre image de nous-mêmes qui est fautive, notre image des autres et spécialement des objets de notre passion qui est aberrante et gratuite, notre image de la réalité qui n'est que notre traduction passionnelle de la réalité. Nous ne pouvons jamais atteindre à la vérité. Nous ne connaissons comme les drogués que des états d'euphorie, puis des états de transe, puis des états de *manque*, des crampes dramatiques et douloureuses de l'imagination, et quand elles sont passées, nous découvrons que ce n'était chez nous qu'un état mental transitoire, une hallucination passagère pour laquelle nous aurions donné notre vie et qui, plus tard, ne nous est plus rien. Ainsi, la résurrection d'Albertine, apprise par un télégramme mal transcrit et qui tombe comme une pierre de lune dans un paysage psychologique où Albertine est devenue indifférente et est oubliée.

Moins profonde chez Balzac, moins philosophique, c'est à des drames sociaux qu'aboutit cette congestion de l'imagination. Mais le mécanisme est le même. César Birotteau laisse grandir en lui une certaine conception rigoureuse de la probité commerciale, il se fait un univers de rectitude antique, d'échevinage, peuplé de drapiers et de droguistes qui se prennent pour Caton. Cette image helvétique qu'il

s'est fait de la vertu et de la chute, en lui faisant apparaître sa *réhabilitation*, acte de routine commerciale qui n'est refusé à aucun débiteur malheureux, comme un retour solennel au paradis des justes, donne une immense majesté à l'hommage qui lui est fait à cette occasion et il est tué par cette explosion de joie et de fierté, qui a pour origine le développement pléthorique d'une vision idéalisée et par conséquent falsifiée de la simple et banale réalité du commerce de la parfumerie. « *Il est tué par l'idée-probité comme par un coup de pistolet* », dit Balzac. Et l'autre Birotteau, son frère, le bon curé de Tours qu'une intrigue empêche de devenir chanoine, il dépérit lui aussi, il est brisé parce que le canonat a pris dans sa cervelle d'immenses proportions que ce titre estimable ne comporte pas naturellement. « *Prendre d'immenses proportions* », expression qui revient si souvent chez Balzac, pour l'enjeu mesquin de petites rivalités domestiques ou provinciales, pour la décision finale d'Eugénie Grandet, pour le mariage de Mlle Cormon, pour une échéance, pour une invitation, c'est l'expression qu'emploie Proust lui-même pour des phénomènes analogues. « *Aussi, dit-il à propos de Swann, y a-t-il peu de gens qui puissent trouver naturelles les proportions énormes que finit par prendre pour nous un être qui n'est pas le même que celui qu'ils voient.* » C'est à propos du mariage de Swann que ces lignes sont écrites : mais elles s'appliquent exactement aux « *proportions* » que Morel finira par prendre pour Charlus, que Charlus a lui-même pour les gens du monde en raison du prestige des Guermantes, aux « *proportions* » que prennent une invitation ou une éviction dans la vie mondaine.

Et ainsi, parce qu'elles sont chargées de drame préalablement de la même façon, rencontre-t-on chez Proust et chez Balzac des scènes exactement parallèles, par exemple quand Charlus est exclu du salon Verdurin et quand un valet de pied refuse à Rubempré l'entrée de l'hôtel de Grandlieu. D'autres scènes de Proust sont encore plus typiquement balzaciennes. Quand, à force de rêver au voyage à Venise et à l'air froid qui passe sur la lagune et qu'il va bientôt respirer, le petit Marcel finit par se donner une au-

thentique bronchite par autosuggestion, qui le cloue au lit et l'empêche d'aller à Venise, est-ce que ce n'est pas exactement une scène des *Études philosophiques*, une scène de la vie du petit Louis Lambert qui ressentait avec tant de force ce qu'il imaginait que ses visions avaient pour lui autant de présence et sur lui autant d'effet que ce qui lui arrivait réellement ?

De là, d'autres rencontres. Quand Proust, dans une série de scènes comiques décrit les approches du baron allemand von Paffenheim auprès de M. de Norpois pour devenir, je crois, correspondant étranger de l'Institut, il conclut que c'est aussi compliqué et aussi enveloppé que les manœuvres du traité de Vienne, ce qui est le cas, ajoute-t-il, de beaucoup de petites intrigues privées, Françoise et le valet de chambre, répétant en petit, sur le champ de bataille de l'office, les opérations que montent les diplomates à la table des conférences. C'est une analogie qu'on trouve vingt fois chez Balzac qui parle des « batailles » de la vie privée et qui se plaît à reconnaître en elles tous les détours, toutes les préparations et tous les *suspense* que nous offrent les jeux de la diplomatie ou les crises de l'histoire. Et quand Proust, à la fin de son livre, voulant montrer non pas l'effet destructeur des grandes passions comme Balzac, mais les effets d'optique et les contrastes dramatiques produits par le temps, invente l'admirable finale de la *Recherche*, le « vingt ans après » de la matinée chez la princesse de Guermantes, il ne fait pas autre chose que de donner des proportions orchestrales à la fameuse confrontation finale des romans de Balzac qui nous montre comment s'est transformée, après le drame, la scène inoffensive ou gracieuse par laquelle le roman commençait, les Graissinistes et les Cruchotins vieillissent à la fin d'*Eugénie Grandet*, le curé de Tours, accablé et somnolent dans son presbytère de Saint-Symphorien, voyant passer le carosse de l'abbé Troubert nommé évêque de Troyes, Manerville ruiné et partant pour l'Amérique à la fin du *Contrat de mariage*, et, pour terminer *Le Père Goriot*, un vieillard hébété par l'écroulement de son rêve remplaçant le petit sexagénaire guilleret des premières pages, sur les lèvres duquel l'illusion florissait.

C'est que l'un et l'autre, Balzac et Proust, pensent que leur œuvre contient un enseignement : et tous les deux, à certains instants solennels de leur œuvre, prennent leur bonnet de docteur et parlent du haut d'une chaire. La signification de la *Comédie humaine*, nous la connaissons par la célèbre préface de 1842, et aussi par un grand nombre de digressions et de commentaires dont Balzac était prodigue. Proust, plus discret, parle moins, mais son œuvre n'en est pas moins une démonstration que la structure même de son livre fait apparaître. Ces répétitions qu'on lui a souvent reprochées, ce sont les cercles concentriques par lesquels il nous approche peu à peu de la vérité qu'il veut nous faire découvrir avec lui. Les illusions que crée l'imagination et la falsification de la réalité que nos passions ou notre snobisme ou simplement notre complaisance et notre conformisme secrète constamment, elles sont d'abord anecdotiques, puis comiques dans le milieu Guermantes, puis on montre qu'elles peuvent engendrer la souffrance et provoquer la pitié, qu'elles arrivent à nous faire vivre dans un travestissement continu qui est une caricature de la vie et cette falsification de l'optique, c'est la leçon de Sodome ; enfin dans la phase finale, ce que montre l'aventure avec Albertine, c'est que rien n'existe et que nous ne sommes que des fous dans un cachot : nous nous fabriquons des fantômes, nous nous jouons une comédie grotesque ou terrible, nous vivons de cette comédie même qui est toute notre vie, intoxication volontaire, dont une désintoxication finit par faire ressentir la vanité. Et, à la fin, tous ces fous sont rassemblés dans un grand raout qui est celui des vies perdues, danse des morts avant que la mort ne s'abatte sur eux. Et au milieu de cette « nef des fous » s'élève la musique de la vérité, la consolation que la petite phrase de Vinteuil avait fait deviner d'un bout à l'autre de l'œuvre : que nous avons tous en nous-mêmes le moyen de retrouver la vraie vie, de la faire sourdre comme une source précieuse, qui est la joie que chacun porte en soi, quand il descend au fond de lui-même, quand il demande à son enfance, à ses souvenirs involontaires, à sa spontanéité, à sa sincérité, le vrai bonheur de sentir et de vivre que la comédie du monde fait oublier à presque tous.

Toute vie est construction et par là illusion, dit Proust. Toute vie est aspiration et par là destruction, dit Balzac. Nous marchons parmi les fantômes, dit Proust, les croyances et les hiérarchies que nous acceptons, les dieux que nous élevons sur nos autels nous grisent, ils font de nous des pantins, nous nous jetons sous les roues du char qui porte les idoles. Nous sommes des fous du désir, nous voulons avec frénésie, dit Balzac, la violence, le goût de l'or, l'âpre fureur égoïste passent comme un courant sur les peuples, nous avons proclamé le règne du veau d'or et nous lui offrons des sacrifices humains. En des langues différentes, ce sont des enseignements qui se rejoignent, et en tête desquels on pourrait écrire le mot que Balzac citait si souvent : « *La pensée est le plus puissant des agents de destruction.* » L'œuvre de Proust à la fois poète et philosophe, l'inventeur et le plus grand illustrateur de ce qu'on a appelé plus tard la phénoménologie, est la traduction philosophique de ce mot. L'œuvre de Balzac, médecin de la grande maladie sociale du XIX^{ème} et du XX^{ème} siècles en est la traduction sociologique. Et c'est par là peut-être que ces deux œuvres dissemblables, si opposées en apparence, sont apparentées et se réfèrent à cette même image de l'homme et à une même lecture de la vie.

Maurice BARDECHE.

Vérité historique ou Vérité politique ?

par Serge THION.
(La Vieille Taupe).

Les éditions de La Vieille Taupe (BP 9805, 75224 Paris Cedex 05) viennent de faire paraître, sous la signature de Serge Thion, un important ouvrage de 352 pages in-8° intitulé Vérité historique ou Vérité Politique et consacré au dossier de l'affaire Faurisson et à la question des chambres à gaz.

Le Figaro Magazine présente en ces termes l'auteur de cet ouvrage et la maison d'édition qui le publie :

« Chercheur au C. N. R. S., auteur d'un ouvrage contre l'apartheid sud-africain, et collaborateur occasionnel des Temps modernes (la revue que dirigeait Sartre), Serge Thion vient de publier, à la Vieille Taupe, le dossier de l'affaire Faurisson, sous le titre Vérité historique ou Vérité politique ? Robert Faurisson, on s'en souvient, est ce professeur de l'université de Lyon qui a fait scandale en prétendant démontrer que les chambres à gaz des camps de concentration allemands n'ont jamais existé. « Les arguments de Faurisson sont sérieux, écrit Thion. Rien ni personne ne pourra, bien longtemps encore, éluder un débat dont nous souhaitons qu'il se déroule avec le plus de sérénité possible...

« Le livre va faire un certain bruit, d'autant qu'il n'émane pas de milieu nostalgique du IIIème Reich. Les éditions de la Vieille Taupe, en effet, sont animées par Pierre Guillaume et un groupe de jeunes qui appartiennent tous à l'ultra-gauche libertaire issue de Mai 1968. Plusieurs d'entre eux sont juifs, notamment Jean-Gabriel Cohn-Bendit, le frère du célèbre « Dany le Rouge ». Il y a quelques mois, ils se sont exprimés en faveur de Faurisson dans les colonnes de Libé-

ration et ont déjà réédité deux livres (le Mensonge d'Ulysse et Ulysse trahi par les siens) de Paul Rassinier, ancien député socialiste de Belfort et ancien déporté à Büchenwald et Dora pour faits de Résistance, dans lesquels il soutenait la même thèse que le professeur lyonnais. »

Le nom de Robert Faurisson est connu de nos lecteurs, plusieurs numéros récents de *Défense de l'Occident* ont rendu compte de ses travaux et en particulier des émissions qui leur ont été consacrées par la télévision suisse et qui ont été reprises par la presse italienne. Le volume comprend d'abord deux parties qui sont, d'une part, l'exposé de l'affaire Faurisson, c'est-à-dire des persécutions déclenchées à l'égard de l'auteur à la suite des révélations qu'il avait faites, d'autre part l'analyse des difficultés actuelles d'une recherche historique authentique et des obstacles que rencontre une telle tentative dans les régimes qui opposent si doctement leur « libéralisme » au « lavage de cerveau » et à « l'information dirigée » des régimes communistes. À la suite de cette analyse, Serge Thion publie une série de « documents » qui sont le texte intégral de l'interview de Robert Faurisson dans la revue *Storia Illustrata*, une étude de Robert Faurisson sur le Journal d'Anne Frank, un compte rendu des conditions matérielles du fonctionnement d'une chambre à gaz à la prison de Baltimore, la reproduction d'une lettre adressée au Monde le 21 février 1979 par M. Georges Wellers, enfin une iconographie, une bibliographie et un index des noms cités.

Il s'agit là d'un ensemble très précieux de faits constatés avec soin, d'analyses et de discussions des documents qui rectifie sévèrement sur des points essentiels les informations répandues depuis trente-cinq ans par la propagande des mass media. Cette publication comble en partie une lacune grave qui fut une conséquence de la disparition des éditions des Sept Couleurs : le livre capital d'Arthur R. Butz, *The hoax of the twentieth century* (L'Imposture du XXème siècle) publié en 1976 par l'*Historial Review Press* n'a pu trouver d'éditeur en France et reste inconnu de la plupart des Français. Il est opportun que des universitaires indépendants aient eu le courage de reprendre cette enquête.

Nous citons ci-dessous deux passages du livre qui nous ont paru caractéristiques : le premier est un fragment de l'interview de Robert Faurisson à Storia Illustrata qui sert de conclusion à son exposé, le second est une étude sur les difficultés rencontrées par les éditeurs d'ouvrages révisionnistes en Allemagne.

« Question : Au cours de votre polémique avec tous ceux qui contestent cette thèse, vous avez également affirmé qu'une bonne partie de ce que sait le public n'est que légende, et qu'elle aurait été rendue possible grâce à une utilisation « indiscriminée » des mass media. Que voulez-vous dire exactement avec cela ?

« R. F. : Ce point est grave et passionnant. La responsabilité des médias dans toute cette affaire est écrasante. Pendant trente-cinq ans, sur les cinq continents, on nous a présenté comme une vérité cette légende du « génocide » et des « chambres à gaz ». Des milliards d'hommes ont été ainsi abusés. C'est vertigineux. Quelle leçon pour ceux qui croient à la qualité d'une information diverse et contradictoire ! Il a fallu la lutte héroïque de quelques individus, de quelques esprits non conformistes pour que se fissure l'écran de la vérité officielle. Je pourrais écrire une longue étude sur la façon dont les journaux français et la télévision française s'y prennent pour étouffer l'information. Les tribunaux les y aident et les pouvoirs publics dans leur ensemble. Les journalistes craignent que dans un proche avenir on n'institue une banque des données de l'information. Cette information résulterait d'un tri qu'ils n'auraient guère de moyens de contrôler. J'ai un conseil à leur donner. S'ils veulent savoir comment on risque de les tromper, qu'ils se penchent sur le passé et, pour quelques-uns d'entre eux, sur leur propre passé. Pour savoir comment on risque de mentir un jour, qu'ils voient comment on a préservé avec un soin jaloux le plus beau mensonge de tous les temps. Quand Louis XIV mentait, ses mensonges ne dépassaient guère quelques provinces. Aujourd'hui, le mensonge peut prendre des dimen-

sions véritablement hollywoodiennes. Un « docu-drame » comme *Holocaust* est le couronnement d'un édifice. Il n'était pas concevable dans les années qui ont suivi la guerre et qui étaient pourtant bien haineuses. Il fallait trente ans et plus d'intoxication. Une drogue aussi forte qu'*Holocaust* ne pouvait s'administrer qu'à des esprits déjà longuement imprégnés d'autres drogues du même genre et qui en réclamaient spontanément de plus virulentes encore.

« Mais l'overdose a produit des effets salutaires par le spectacle même que nous avons eu de notre déchéance. De saines réactions ont pu être notées. Je songe là en particulier à une réaction tout à fait remarquable du « Juif libre » Michel Rachline dans un numéro du *Figaro Magazine* (3 mars 1979).

« La non-existence des « chambres à gaz » et du « génocide » est une bonne nouvelle. L'homme, pourtant capable de toutes les horreurs, n'a pas été capable de celles-là. Il y a mieux : des millions d'hommes qu'on nous présentait comme des complices d'un crime monstrueux ou comme des lâches ou comme des menteurs ont été honnêtes. J'ai déjà dit que les Juifs accusés par leurs enfants de s'être conduits comme des moutons que les Allemands auraient menés à l'abattoir ne méritaient pas cette accusation. J'ajoute que les accusés de Nuremberg et de mille autres procès disaient la vérité quand ils affirmaient à leurs juges-accusateurs ne rien savoir de ces épouvantables massacres. Le Vatican et la Croix-Rouge disaient vrai quand ils confessaient piteusement la même ignorance. Les Américains, les Anglais, les Suisses, les Suédois et tous ces peuples ou gouvernements à qui aujourd'hui les Juifs extrémistes reprochent d'avoir été inactifs pendant que, paraît-il, fonctionnaient les abattoirs nazis, n'ont plus à se conduire en coupables repentants. Le résultat le plus méprisable de cette gigantesque imposture était et restera encore pour un certain temps cette mauvaise conscience que les Juifs extrémistes ont créée chez tant de peuples et en particulier dans le peuple allemand. Je ne voudrais surtout pas donner l'impression que je cherche si peu que ce soit à faire l'apologie du nazisme. Je crois même que je suis capable de présenter une analyse sévère de ce genre.

d'idéologie. Je ne proposerai pas cette analyse aussi longtemps que le faux nazisme dont nous assomment les « exterminationnistes » n'aura pas été dénoncé par l'ensemble des historiens officiels. »

*
* *

« C'est en Allemagne que les problèmes se posent avec le plus d'acuité. Certains textes révisionnistes y ont été publiés, mais plusieurs auteurs ont été soumis à des tracasseries et des abus divers. Thies Christophersen a eu sa maison incendiée. Wilhelm Stäglich, un petit magistrat à la retraite, a vu sa solde réduite d'un cinquième pour cinq ans (??). Surtout, plusieurs ouvrages (ceux de Stäglich, la traduction allemande de Butz, et d'autres) sont classés comme « dangereux pour la jeunesse » (le *quod juventutem corrumpet* de nos vieilles grammaires latines). C'est la mise à l'index, *Indizierung*. Il y a aussi des interdictions professionnelles (Udo Walendy, professeur d'histoire et d'autres), des procès, etc. Cette répression s'exerce sur des opinions actuelles, et non sur ce qu'auraient été ces gens dans le passé. Tout cela m'est apparu comme plutôt surprenant, si je le confronte avec tout ce que je lis sur une Allemagne fédérale si prompte à blanchir les anciens nazis, à passer l'éponge, à souhaiter l'oubli, si réticente à juger les criminels nazis. Les deux aspects coexistent sans doute : on ne voit pas pourquoi l'Etat allemand (on devrait dire les Etats allemands, la R. D. A. étant logée à la même enseigne) se priverait des services de tous ceux qui faisaient l'ossature administrative et économique de l'Allemagne hitlérienne. L'adhésion à la N. S. D. A. P., le parti nazi, était à peu près obligatoire pour mener une quelconque activité publique. Les Etats actuels peuvent parfaitement accepter les services, et l'expérience, de ces gens-là, comme en France où l'on trouve dans les sphères dirigeante nombre d'individus qui ont fait allégeance à Pétain, tel notre ancien ministre de l'intérieur, M. Marcellin. Ne parlons pas des mussoliniens, des franquistes, des salazaristes qui sont toujours dans les allées du pouvoir ; à ces continuités dans le changement, une seule

condition : les apparences de la conversion aux bienfaits de la démocratie parlementaire. Faut-il entrer dans le détail de la farce de la « dénazification » instaurée par les Alliés au lendemain de la guerre ?

« Ce qui est pourchassé aujourd'hui en Allemagne, à droite comme à gauche, c'est la déviation de pensée. L'Allemagne peut accepter que d'anciens nazis, S. S., ou autres se réunissent et manifestent leur nostalgie d'anciens combattants, mais elle redoute de soulever le couvercle de la marmite de sorcière où se mijotent les grands mythes du temps présent. Je me souviens de reportages dans *le Monde*, il y a quelques années, où l'on montrait qu'un certain malaise allemand venait du fait que ce pays a le corps d'un géant économique et la tête d'un nain politique. Cela arrange surtout les autres puissances présentes en Europe. Le nœud gordien de cette contradiction est évidemment la question de la culpabilité collective du peuple allemand. Vaste question dans laquelle je préfère ne pas entrer pour le moment. Il faut seulement savoir qu'elle n'est pas clairement tranchée en Allemagne, et qu'elle ne le sera pas par des considérations d'ordre moral. C'est l'opportunité politique, l'équilibre militaire européen, l'évolution économique qui relègueront cette question au musée. C'est selon qu'on aura besoin de l'abaissement de l'Allemagne comme puissance du centre de l'Europe que l'on suscitera la philosophie politique d'une histoire qui justifiera l'orientation de l'avenir.

« En attendant, les débats sont bridés. En voici deux exemples : l'historien britannique David Irving écrit en allemand pour un éditeur berlinois du groupe Springer un livre intitulé *Hitler und seine Feldherren*, Hitler et ses généraux. Il en corrige les épreuves. Il s'aperçoit, après la publication, qu'on a gravement amputé et remanié son texte. Il faut dire que Irving, qui ne met pas en doute la thèse de l'holocauste, mais qui a concentré ses recherches sur la personne et les actes d'Hitler, n'a rien trouvé qui lui permette de prouver que Hitler ait pris la responsabilité d'une extermination massive. Cela, il le dit. Il ajoute que, puisque cette extermination est un fait, le coupable doit être ailleurs. Il en déduit

que c'est sans doute Himmler, qui aurait caché tout cela à son Führer. On peut se demander ce qui arrivera quand il étudiera de près la carrière d'Himmler. L'éditeur a sans doute trouvé qu'Irving se fait l'apologiste d'Hitler, et il a pris sur lui de remanier le texte. L'auteur proteste, puis il publie son ouvrage en anglais avec, dans son introduction quelques commentaires sur Ullstein Verlag, l'éditeur allemand :

« ...On falsifie l'histoire ! (ma proposition de publier la note d'Himmler en fac-similé n'a pas eu de réponse). J'interdis toute nouvelle impression du livre, deux jours après sa parution en Allemagne. Pour expliquer leur action, les éditeurs berlinois soutinrent que mon manuscrit exprimait des vues qui étaient « un affront à l'opinion historique établie » dans leur pays. »

« Hellmut Diwald est un historien fort connu en Allemagne. Il est l'auteur d'une biographie de Wallenstein qui a connu un grand succès, il a dirigé une encyclopédie de l'histoire européenne, très bien conçue aussi, et il enseigne à l'université d'Erlangen. En 1978, il publie une *Histoire des Allemands* (et non une impossible histoire de l'Allemagne) qui se présente comme une remontée dans le temps. Les premières réactions sont très bonnes, entre autres celle du chancelier Schmidt. Puis *Der Spiegel* attaque férocement l'ouvrage : il y a de quoi. L'auteur refuse la « criminalisation » de l'histoire allemande ; tout en reconnaissant l'immensité des crimes hitlériens, il constate que le poids de la culpabilité collective a rendu l'Allemagne malade, que les Alliés portent la lourde responsabilité d'avoir démembré l'Allemagne et de l'avoir déracinée de son passé pour mieux y exercer leur influence. Thèses évidemment tout à fait discutables, marquées à droite sans aucun doute. La polémique est assez violente et jusque-là, rien que de très normal. Mais la pression se fait si forte que l'éditeur (qui appartient aussi au groupe Springer) retire l'ouvrage de la circulation et le réédite en février 1979, avec trois pages entièrement modifiées, qui porte sur la « solution finale ». Parmi les phrases supprimées figurent celles-ci :

« Depuis qu'a été lancée l'accusation selon laquelle Hitler aurait donné l'ordre à la S. S. par le canal de Himmler et de la direction de la Sûreté du Reich, d'annihiler physiquement les Juifs européens, le problème d'Auschwitz demeure protégé par une obscurité totale. On a publié après 1945 de nombreux écrits et on a avancé maintes affirmations qui ne s'appuyaient sur aucune preuve, et qui élargissaient cyniquement le domaine de la honte.

« Et il entre ensuite dans certains détails de l'histoire d'Auchwitz-Birkenau, détails qui sont également supprimés au profit d'un texte qui ne veut plus du tout dire la même chose. La presse de droite a eu beau jeu de crier à la censure et à juste titre.

« Dans une interview donnée à *Die Welt*, entre les deux éditions, le professeur Diwald s'était expliqué sur beaucoup de sujets (« criminaliser l'histoire d'un peuple, c'est le rendre malade », la question de la responsabilité collective, Adenauer et la division de l'Allemagne, l'identité allemande). Il peut paraître intéressant de relever une question et sa réponse :

« *Die Welt* : Vous êtes vous-même d'opinion que des problèmes essentiels de l'histoire contemporaine ne sont en aucune façon aussi définitivement élucidés qu'on le croit généralement. Et même à propos de la question juive, vous écrivez qu'il reste « malgré toute la littérature encore quelques points qui ne sont pas clairs. »

« *Diwald* : Nous ne pouvons pas nous satisfaire de beaucoup de ce qui a été publié jusqu'à aujourd'hui, et de la présentation qui en est donnée. Nous devons réécrire sur des sujets entiers. A cet égard, la question de la documentation est décisive. La partie la plus importante des documents contemporains ne nous a pas encore été rendue accessible, et cela nous réserve encore beaucoup de surprises. Les Russes n'ont encore publié aucun document ; les Français maintiennent éga-

lement leurs archives fermées. Les Américains choisissent avec une extrême prudence ce qu'ils nous rendent. C'est ainsi que nous demeurons toujours sous une tutelle vraiment singulière. »

« *Exit Diwald. Enter Bennett.* La scène se passe en Australie. John Bennett y est connu pour être, depuis sa fondation en 1966, le secrétaire du Victorian Council for Civil Liberties, une sorte de ligue des droits de l'homme en plus actif, plus proche du quotidien, que la nôtre. On sait les Anglo-Saxons plus sourcilleux que nous dans la conception et la défense des droits des individus, et Bennett, avocat, s'est montré fort actif dans ce domaine. Il est, sur la scène australienne, un homme de gauche, et connu comme tel. Je m'en suis assuré auprès d'Australiens de ma connaissance. Fin 1978, il diffuse parmi quelques universitaires et journalistes de Melbourne l'ouvrage de Butz, déjà cité, accompagné d'un memorandum, dont le texte est bientôt rendu public :

- « 1. Personne n'a jamais été accusé de meurtre sur quelqu'un faisant partie des deux, quatre, six millions (?) de gazés ; c'est-à-dire personne n'a été accusé d'avoir ouvert les boîtes de Zyklon B ;
- « 2. Il n'existe pas de photo de corps dans une chambre à gaz bien que l'on dise qu'il y ait eu 10000 gazages dans différents camps ;
- « 3. Les « chambres à gaz » d'Auschwitz ne peuvent pas être examinées puisque, selon Reitlinger, le seul à expliquer ce qu'elles sont devenues, elles furent démontées, transportées dans une autre camp et qu'elles sont « tombées dans l'oubli » ;
- « 4. Les principales preuves de « gazage » données à Nuremberg sont les dépositions de Hoess et de Gerstein, qui sont aussi peu probantes que les déclarations des procès de Moscou de 1936 ;
- « 5. Le Vatican, la Croix-Rouge, les services de renseignement anglais et allemand (comme Canaris et Oster, qui étaient aussi des agents anglais) ainsi que

la résistance allemande à Hitler (une sorte de *who's who* de la société allemande) ignoraient ou ne croyaient pas aux rumeurs de gazages ;

- « 6. Personne n'a essayé de répliquer aux arguments de Butz ;
- « 7. Il n'y a aucune référence aux gazages dans aucun document allemand saisi : les Alliés détenaient des hangars pleins de documents et de films nazis, mais ils ont dû se fonder sur les « confessions » de Hoess ;
- « 8. Il a été dit en mars 1943 (*dans la presse juive américaine*) que deux millions de Juifs avaient été tués et que quatre millions de plus allaient être tués. C'est une prédiction curieusement exacte du chiffre de six millions retenu à Nuremberg ;
- « 9. Les photos utilisées par les Alliés pour prouver les gazages sont des photos de gens morts du typhus ou de sous-alimentation à Dachau et Belsen... »

Nous pensons que nos lecteurs pourront être intéressés par ces citations qui rejoignent un certain nombre de préoccupations et de contestations de Défense de l'Occident depuis trente ans. Nous nous félicitons que ces rectifications de l'histoire, que nous avons été pendant très longtemps seuls à proposer, soient aujourd'hui prises en charge par des hommes dont les options politiques sont très différentes des nôtres, mais que la recherche de la vérité anime comme elle nous a nous-mêmes inspirés.

DOCUMENT

NON au 8 Mai 1945 tant que...

Sous ce titre le cercle « Gustace-Thibon », de Perpignan, nous prie d'insérer :

Fêter l'anniversaire du 8 Mai 1945 provoque depuis quelque temps remous et discussions.

Les quelques réflexions qui vont suivre voudraient clarifier ce débat.

Si le 8 Mai 1945 a mis fin à la guerre la plus meurtrière de l'histoire du monde, on avait perdu de vue, depuis plus de trois décennies, qu'en fait pour la moitié de l'Europe cette date a simplement signifié le changement d'occupant.

L'attention du monde libre avait bien été éveillée le 23 octobre 1956 quand le peuple de Budapest s'était révolté contre le gouvernement communiste, mais on a laissé écraser ces patriotes par les troupes soviétiques, et le 14 Novembre tout espoir de liberté était perdu.

Une douzaine d'années plus tard, ce même monde libre s'est souvenu qu'un pays d'Europe souffrait d'une occupation étrangère et d'un régime qui lui était inféodé quand, le 5 Janvier 1968, une espérance de liberté naissait. Ce qu'on a appelé au figuré le « printemps de Prague » ne devait guère durer puisque les troupes du pacte de Varsovie mettaient un terme, dans la nuit du 20 au 21 Août, à cet autre espoir.

Faut-il rappeler aussi le suicide de Jan Palach, jeune étudiant en philosophie, qui, le 16 Janvier 1969, s'est fait brûler vif devant la statue de Saint Venceslas, à Prague, en signe de protestation contre l'occupation soviétique ?

Est-il nécessaire également, pour réveiller les consciences et leur faire comprendre le calvaire qu'endure cette moitié de l'Europe, la mort de Jan Patocka ?

Ce professeur était l'un des trois porte-parole de la Charte 77, manifeste signé pas plus de 600 patriotes tchèques pour protester contre le régime de terreur que subit leur pays.

Interrogé par la police sans relâche au centre pénitentiaire de Ruzyne, dans la banlieue de Prague, le 10 Mars 1977, le professeur Patocka devait mourir des suites d'une hémorragie cérébrale. On a parlé, à l'époque, de véritable assassinat politique.

Le mercredi 16 Mars près d'un millier de personnes assistaient à l'enterrement du professeur ; une surveillance policière importante était organisée, on a filmé les participants pour alimenter les fichiers de la police ; le professeur

Milan Huebi était arrêté avant d'avoir pu rejoindre le rassemblement.

*
**

On citerait, à longueur de pages, des faits de cette nature qui se passent sans discontinuer depuis plus de trente ans chez nos frères de l'Est.

Alors, pourrions-nous célébrer de gaieté de cœur l'anniversaire du 8 Mai 1945 tant que, comme nous l'avons rappelé, une moitié de l'Europe subit, depuis cette date, une impitoyable occupation ?

Il y va de l'honneur de la France de se refuser à fêter cet anniversaire tant qu'on ne pourra pas circuler librement de Brest à Vladivostok, c'est-à-dire que non seulement les pays occupés de l'autre côté du rideau de fer auront été libérés, mais que les russes, aussi, on l'oublie trop souvent, pourront jouir également d'une liberté qu'ils ont perdue depuis plus longtemps encore.

*
**

Les associations d'anciens combattants ont une grande part d'initiative dans ces manifestations du 8 Mai, la balle est donc dans leur camp. A celles-ci appartient le privilège d'agir en sorte que ces cérémonies n'aient plus lieu aussi longtemps que l'Europe de l'Est sera sous le joug soviétique.

Imagine-t-on la joie qui naîtrait ainsi dans le cœur de ces peuples opprimés lorsqu'ils apprendraient que l'on pense à eux ?

Le « printemps » viendrait ainsi de France avec l'espoir qu'à l'inverse de celui de Prague, il apporte une liberté définitive.

Le Gérant : Maurice BARDECHE

N° Commission Paritaire : 26501

Imprimerie Nouvelle — 79100 THOUARS

Dépôt Légal : Juin 1980

Au sommaire de MILITANT, revue nationaliste populaire d'action européenne, mensuel, juin 1980, 44, quai de Jemmapes, Paris :

La Trahison de Varsovie ; Jean Denipierre : *Insolences sionistes* ; Jean Castrillo : *Sartre le fossoyeur* ; Pierre Bousquet : *L'Impuissance des démocrates* ; Pierre Pauty : *Libre entreprise et économie organique*.

LECTURES FRANÇAISES : Un numéro spécial remarquable par sa documentation : *Ces millions de morts dont on ne parle plus*, un dossier accablant sur les régimes communistes. Le N° 15,00 F. à adresser à *Diffusion de la pensée française* à Chiré-en-Montreuil (87).

CCP 2920 71 M, Bordeaux.

LA LETTRE DE LA DROITE, Bulletin bimensuel de liaison du *Parti des Forces Nouvelles*, 94, Boulev. de Sébastopol, 75003 Paris, tél. 274-13-44, Directeur François Castel.

publie dans chaque numéro un leader de Pascal Gauthon, candidat à l'élection présidentielle,

donne des informations sur l'activité de la droite radicale en France et sur l'Eurodroite.

**Maurice
BARDÈCHE**

Balzac



**"Biographie monumentale,
et qui fera date."**

LUCIEN GUISSARD "LA CROIX"

Biographie / Julliard